Le numéro 0 fr. 50.

N° 31. -- Vendredi 13 Novembre 1936.

La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LENINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

Après le 11 Novembre tricolore

L'Union sacrée signifie :

Silence dans le troupeau
Confiance au boucher

R. LEFÈBVRE.

- La révolution ou la mort -

Notre Politique

Les grandes masses ouvrières ont refusé de se prêter à la honteuse mascarade du 11 novembre. Dans sa grande majorité, le prolétariat a vu s'ouvrir, derrière le drapeau tricolore géant de l'Arc-de-Triomphe, le gouffre de l'Union Sacrée qui mène aux charniers.

Mais il ne suffit pas d'être clairvoyant un jour seulement. Le Front Populaire, ses organisations, ses dirigeants sont engagés à fond dans l'Union Sacrée.

Il est significatif que ce qui fut jadis le « Secours Rouge International » devienne le « Secours Populaire Français »; le langage policier de l'HUMANITE dénonçant les bolcheviks-léninistes à propos du vol dont ils furent victimes et disant au gouvernement : « Mettez ces gens-là à l'ombre ! » ne l'est pas moins... à l'heure où, en U. R. S. S. de nouvelles charrettes sont préparées pour de nouvelles répressions qui visent, avant tout, sous le couvert d'un amalgame d'inculpations, ceux qui sont restés fidèles au bolchevisme-léninisme. La bourgeoisie d'avant 1914 avait, elle aussi, son carnet B!

Mais les articles de Cachin, de Duclos, de Renaud Jean — ce dernier s'adressant aux paysans dont il a jadis encouragé l'antimilitarisme — éclairent la valeur de la prétendue opposition de Thorez devant les « capitulateurs » du Front populaire. — QU'IMPORTENT LES CONSEQUENCES INTERNATIONALES DU DRAME ESPAGNOL, dit en substance le premier, LE PIRE DANGER SERAIT DE MECONNAITRE LE SENTIMENT DU PAYS !... Et les autres déclarent INCOMPRESSIBLE un budget de guerre qui engloutit des milliards, il faut seulement que ces milliards soient payés par les riches !

On ne saurait plus cyniquement déclarer que les travailleurs sont prêts à la guerre pour les profits de leur impérialisme, ni réclamer pour eux le privilège de l'impôt du sang.

Pendant ce temps, l'offensive patronale revêt des formes provocatrices tendant à déclencher une suite de mouvements sans coordination, dont la bourgeoisie espère triompher d'autant plus aisément qu'elle en aura prévu les dates et les conditions.

La victoire électorale de mai avait préludé à l'offensive prolétarienne de juin. Un nouveau pas en avant s'impose.

⁂

D'ores et déjà, la succession Blum est ouverte. La présence des bourgeois radicaux au gouvernement ; les oscillations de celui-ci, ses fallacieuses mesures sociales que suivait toujours un nouveau « tour de vis » mettent en évidence son caractère bâtard et transitoire.

Il faut à la bourgeoisie des gages plus nombreux encore. Avec ou sans remaniement ministériel, le gouvernement est déjà le gouvernement du Front français, du front tricolore, de l'Union Sacrée.

Les masses ouvrières et paysannes ne doivent pas marcher ! C'est la prise du pouvoir et le renversement de l'Etat bourgeois qui doit éclairer leur route et dicter leur politique.

A ceux qui ont recueilli trois millions et demi de suffrages ouvriers et paysans, à celui qui préside une C. G. T. de cinq millions d'adhérents, de prendre leurs responsabilités jusqu'au bout. Les travailleurs leur posent l'ultimatum : Assez de capitulations ! Chassez les radicaux ! Thorez, Blum, Jouhaux au gouvernement !

Le nouveau bond en avant qui s'impose, ce n'est pas une manifestation de confiance en une équipe gouvernementale, c'est la volonté de dresser le pouvoir des masses, sans cesse grandissant, devant l'appareil gouvernemental.

Jusqu'au jour où elles le renverseront, et l'Etat bourgeois avec lui. L'heure du gouvernement Thorez, Blum, Jouhaux doit signifier avant tout : Place aux Conseils d'ouvriers et de paysans !

S'organiser sans délai en Conseils d'ouvriers et de paysans, s'armer et constituer des milices armées, quitter les partis félons et renforcer les rangs du Parti Communiste Internationaliste, il n'est pas d'autre route à suivre !

Vers de nouveaux charniers...

Suivant les hauts de formes des officiels et les kepis des généraux, des victimes de la " dernière " ont fraternisé avec leurs bourreaux.

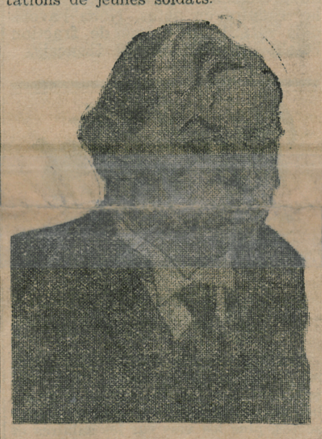
« Ici reposent, unis dans la mort, huit camarades allemands inconnus des 87e et 88e régiments d'infanterie, et trente-neuf camarades français inconnus des 101e et 103e régiments d'infanterie. »

Pour les travailleurs pas de trève avant la mort du capitalisme. Plus que jamais préparons la fraternisation des exploités de tous les pays.

TÉMOIGNAGE DE SOLDATS

Le Front Populaire ouvre la porte des casernes à la propagande fasciste

Depuis l'avènement du Front populaire la discipline se renforce dans les casernes, le mouchardage s'intensifie et, de toutes parts, montent les protestations de jeunes soldats.



Daladier, le père des Soldats (Huma)

...Ils aiment le prolétariat comme la viande saignante. — (GUESDE).

Au 149e régiment, à Erouville, un jeune fils d'une famille noble et bourgeoise voit son grade cassé pour une peccadille. L'honneur de la famille ne saurait supporter pareille tache. Le père gradé lui-même ne peut admettre la révolte de son fils, et ce dernier dégouté des querelles avec sa famille, sentant l'absurdité des contradictions dans lesquelles il se débat sans pouvoir en sortir, se pend pour en finir avec une lutte qu'il mène en aveugle.

Les jeunes prolos qui n'ont pas eu la tête bourrée d'histoires invraisemblables sur l'honneur, la morale bourgeoise, et que leur instinct de classe met à l'abri de pareils drames, ne souffrent pas moins que ce pauvre gars.

⁂

C'est ainsi qu'au 172e R.I. à Strasbourg, les conditions de vie des soldats, leur nourriture sont exécrables, le mécontentement grandit, voici le témoignage d'un jeune exploité sous les armes :

Chers camarades,

. . . . . .

» Il faut attirer l'attention des organisations sur la vie des soldats du 172e R.I. à Strasbourg, car ils ne pourront supporter pendant deux ans le régime qu'on leur impose. Depuis plusieurs jours la nourriture est de plus en plus mauvaise, hier, personne n'a pu manger : « L'Internationale » et « la Jeune Garde » ont été chantées au réfectoire, des cris ont été poussés demandant l'instauration des soviets en France.

» Les séminaristes eux-mêmes s'insurgent contre de telles conditions de vie. Le 5 octobre la choucroute était pourrie, les soldats ont manifesté et le lieutenant (de l'armée Front populaire !) a répondu :

« Chez vous, vous n'en mangez pas de sibonne. »

» Si le Gouvernement ne s'occupe pas de ces choses il pourrait bien subir le même sort que celui d'Espagne.

» Avec la défaite de la classe ouvrière d'Espagne une heure de liberté s'éteint dans le monde : pour éviter la guerre civile le Front populaire nous mène à la guerre internationale, parce qu'il n'a pas compris que la lutte de classe était inévitable.

» Nous lutterons pour qu'en France on n'attende pas l'attaque des fascistes mais qu'on prépare l'offensive contre le capital.

. . . . . .

» Aujourd'hui nous ne pouvons pas sortir étant de piquet depuis 4 heures, c'est le deuxième dimanche... »

(*Voir la suite en quatrième page*)

L'héroique résistance des masses travailleuses en Espagne

GUERRE CIVILE ou Prémisses de Guerre Impérialiste ?

Au moment ou nous rédigeons cet article, les troupes de Franco (regula, tercio, phalangistes, aidés des techniciens et du matériel des Etats fascistes) sont arrêtées devant Madrid par une résistance acharnée. Elles ne progressent plus, elles ont même dû reculer en certains endroits. Quoique la position des défenseurs de Madrid soit assez lourdement compromise depuis des semaines, un regain de résistance peut arrêter l'ennemi pendant plus de temps qu'il ne s'y attendait, pour lequel il s'était préparé. Dans une mesure non négligeable, les troupes fascistes peuvent en être affectées.

De quoi cela dépend-il ? Est-ce avant tout d'un armement technique renforcé et perfectionné aux mains de ceux qui combattent les troupes de Franco ? Personne ne peut nier ni sousestimer l'importance du matériel en cas de guerre. Mais pour les travailleurs, il est une autre question qui prime : c'est la nature de la guerre qui se poursuit, c'est la politique opposée à celle des fascistes espagnols.

⁂

On sert dans l' « Humanité » et quelques autres journaux des comparaisons avec Valmy. Mais on se garde bien de souligner que ce sont des armées pauvrement équipées, les sans-culottes, qui triomphèrent des armées bien dressées des nations coalisées ; que cette victoire fut précisément obtenue parce que c'est au nom d'un idéal progressif que se battaient alors les armées de la République. Enfin, on évite de faire allusion à la guerre menée victorieusement par l'Armée Rouge contre les blancs coalisés avec les troupes de l'Entente et celles des empires centraux, car là aussi la victoire fut remportée en dépit d'une infériorité technique, parce que le combat était mené au nom du socialisme, contre les forces réactionnaires de la société. Combien de fois quelques milliers de tracts firent d'autres ravages que des tonnes d'obus !

Mais tel n'est pas le cas en Espagne.

⁂

Dans les premières semaines qui suivirent la révolte militaire, dans les régions où celle-ci fut écrasée, deux pouvoirs coexistaient : l'ancien pouvoir bourgeois et le pouvoir des organisations ouvrières, notamment de ses milices. Le rapport des forces était variable selon les lieux : à Madrid, le gouvernement l'emportait ; à Barcelone, par contre, la Généralité comptait fort peu. Mais la coexistence durable de deux pouvoirs, surtout sous les coups de l'ennemi, était impossible.

⁂

La tragédie de l'Espagne, c'est l'absence d'un véritable parti révolutionnaire. La bourgeoisie de gauche si misérable trouva le moyen de mener les dirigeants des formations qui se réclamaient de la classe ouvrière. Le gouvernement glissa à gauche certes, de Giral jusqu'à Caballero, et engloba jusqu'aux anarchistes, mais ce glissement effectué sous la poussée des ouvriers et des paysans en lutte, ce n'est en rien le gouvernement des travailleurs.

Nous avons parlé plus haut des tracts au moyen desquels les bolcheviks désagrégeaient les armées qui étaient envoyées pour les combattre. Aujourd'hui, devant la résistance remarquable de Madrid, qui nierait qu'un tract disant aux troupes marocaines : le Maroc est à vous, amènerait le désarroi dans les troupes de Franco ? Mais la bourgeoisie de gauche qui a bien voulu donner un statut d'autonomie aux Basques et aux Catalans, accordant quelques droits culturels pour payer les sacrifices des travailleurs de Viscaye et de Catalogne, se refuse à abandonner le Maroc aux Marocains ; ce n'est pas quelques universités qu'il faudrait permettre, c'est du profit qu'il faudrait lâcher.

Nous citions la semaine dernière l'article de l'anarcho-syndicaliste R. Nicolas, qui montrait que, dans le gouvernement de la Généralité, la bourgeoisie conservait les postes militaires et de répression entre les mains d'hommes à elles et qu'elle avait laissé aux anarchistes les postes de l'économie, ceux qui demanderaient des masses le plus de sacrifices. Aujourd'hui, nous n'avons qu'à citer ce que disent les dirigeants du P.O.U.M. — en vue de justifier leur collaboration au gouvernement — pour montrer combien les travailleurs espagnols sont dupés au nom de l'antifascisme. Le secrétaire de la jeunesse ibérique, Solano, déclare : « Si le gouvernement de la République ne représente pas actuellement un gouvernement ouvrier, il marque au moins une avance et une espérance de succès. »

Nin, qui est le secrétaire du P.O.U.M., a suivi la longue lutte menée par les bolcheviks-léninistes de l'U.R.S.S. et du monde entier contre la conception staliniste d'un gouvernement intermédiaire entre celui de la bourgeoisie et celui du prolétariat ; il sait que de tels gouvernements n'existent pas ; que quand il y en a un qui se prétend tel, c'est un camouflage pour la bourgeoisie ; mais il balaye tout cet enseignement de l'histoire d'un revers de main ; il se contente de nous prévenir : « **Si le gouvernement déviait de son cours révolutionnaire, s'il penchait un jour pour une politique petite bourgeoise, nous nous retirerions de son sein.** » Qu'est-ce qu'un gouvernement qui peut ainsi, un jour, dévier et passer d'un cours révolutionnaire à une politique petite bourgeoise ?

⁂

En fait, à la Généralité, on ne s'embarrasse pas de considérations de cet ordre. Les milices sont militarisées. Qui n'est pas d'accord a été renvoyé chez lui... pour être repris par la mobilisation dans l'armée républicaine. Les organisations socialistes, stalinistes et anarchistes signent un pacte où elles s'engagent formellement « d'exécuter les accords et les décisions du Conseil de la Généralité », lequel est défini comme le « **représentant naturel de la collectivité** », car, dans son sein « **sont représentées toutes les forces sociales** ».

La pire confusion des classes sévit, mais ce ne sont pas les bourgeois qui y perdent, ce sont les travailleurs.

⁂

Ceux-ci veulent se battre pour leurs intérêts de classe. Or, de plus en plus, il apparaît que les chefs réels des belligérants sont aux prises pour des intérêts tout différents. C'est le problème de la Méditerranée qui se pose. Les Italiens ont en fait colonisé les Baléares, notamment ce sont eux qui pratiquement, gouvernent à Majorque. L'Allemagne ne se prive pas pour soutenir Franco. De l'autre côté, l'U.R.S.S., maintenant qu'elle croit que le danger d'une révolution prolétarienne en Espagne est passé soutient les gouvernementaux. Le chef du gouvernement de la France impérialiste, le socialiste Léon Blum, a laissé entendre au Conseil National, que si l'Angleterre était disposée à le faire, la question de la non-intervention serait « reconsidérée ». L'Angleterre trouvera-t-elle que la révolution prolétarienne n'est plus menaçante, se jugera-t-elle assez forte pour éventuellement s'engager jusqu'au bout et « reconsidérera » -t-elle la question ? Nous ne tarderons pas à le savoir.

Mais si l'orientation actuelle du conflit l'emportait, il faut dire que la guerre en Espagne ne serait pas celle du prolétariat contre le fascisme, mais un conflit semblable à celui qui, en 1912, mettait aux prises les nations balkaniques manœuvrées par les grands impérialismes, avant de s'entredéchirer eux-mêmes.

Une seule force peut s'opposer à ce cours fatal, celle de la classe ouvrière. Une seule menace peut faire reculer les gouvernements devant la responsabilité de la guerre impérialiste, celle de la révolution prolétarienne. Une seule intervention peut sauver les travailleurs d'Espagne et les empêcher de devenir la chair à canons de l'impérialisme mondial, celle du prolétariat mondial.

BATAILLES OUVRIÈRES

Les ouvriers doivent s'opposer à l'Union Sacrée dans l'usine

Officiellement, il n'y a que 5.200 grévistes dans la région parisienne. C'est bien peu en comparaison des chiffres de juin ; et pourtant on voit, à travers la presse, depuis les journaux communistes et socialistes jusqu'aux plus réactionnaires, une crainte qui semblerait disproportionnée avec le nombre de travailleurs en grève. Toute exagération affectée, il y a quelque chose qui, effectivement, fait peur à tous les tenants de la société capitaliste : le mouvement gréviste fuse à nouveau de partout, de toutes les corporations.

Produits chimiques, *avec les accus Fulmen où l'assassin Chiappe dénonce la lutte héroïque des travailleurs nord-africains.* Alimentation, *où le patronat se montre peu sensible aux affiches tricolores, avec les Comptoirs français, avec Lebaudy, où la lutte tend à se propager à toute l'industrie.* Bâtiment, *où les monteurs électriciens, où toutes les corporations sont furieuses contre un patronat qui viole les clauses des contrats, et où une manifestation-avertissement a lieu vendredi après-midi. Enfin, ce qui tracasse le plus les dirigeants du Front populaire, les* Métaux, *avec Panhard.*

Aux provocations patronales, les prolétaires répondent par l'occupation des usines. Mais alors interviennent les dirigeants pour obtenir des travailleurs qu'ils abandonnent leurs positions. La bourgeoisie ordonne et voudrait que ça aille vite, ses valets se mettent à l'œuvre et se heurtent à une résistance opiniâtre des travailleurs. Le comité de grève de chez Lebaudy peut voter la confiance au gouvernement, mais il n'obtient pas facilement des ouvriers que cette « confiance » se réalise aussitôt dans l'évacuation.

*Chez Panhard, après plusieurs jours de pourparlers, les ouvriers — il faut le dire — ont cédé. On les a eus par des boniments qui leur coûteront très cher. Même l'*Huma *n'ose pas trop parler de victoire car les termes de l' « accord » sont hélas trop éloquents pour qu'on essaie de le présenter comme une victoire.*

Le conflit fut déclenché contre le licenciement d'un quart du personnel. Et à quelles conditions les ouvriers ont-ils lâché l'usine ? Celle-ci sera fermée pendant soixante-douze heures, période pendant laquelle un haut fonctionnaire, Guinand, va procéder à un examen de la situation, et soumettre un rapport à Blum.

(*Voir la suite en quatrième page*)

PIONNIERS ROUGES

De jeunes prolétaires rompent avec les ministres social-patriotes

AUJOURD'HUI, 11 novembre, alors que les ministres socialistes font participer les enfants d'ouvriers à des parades chauvivines, les jeunes pionniers, écœurés de la politique de duperie menée par les chefs socialistes, freinés par la discipline que l'on veut leur imposer, pour nuire à leur activité révolutionnaire et à leur recrutement, dénoncent les agissements contre-révolutionnaires du P. S. et rompent avec cette organisation.

Bien décidés à continuer le travail d'éducation révolutionnaire parmi les jeunes travailleurs, que voulait étouffer le Parti Socialiste, les jeunes pionniers groupant les éléments les meilleurs et les plus combatifs décident de former une organisation de « jeunes pionniers rouges ».

Les Jeunesses Communistes Internationalistes saluent cette phase de la lutte pour le regroupement révolutionnaire et s'engagent à apporter un soutien efficace à l'organisation des pionniers rouges.

Parmi les membres exclus se trouvent les plus anciens adhérents des Faucons Rouges, dirigeants de la région parisienne, dont un membre de l'Internationale d'Education Socialiste.

Nous donnons ci-dessous la déclaration repoussant le rapport moral au Congrès par les délégués exclus.

AMIS DE L'ENFANCE OUVRIERE
CERCLE NATIONAL DES AIDES
11 novembre 1936

La majorité de la région parisienne repousse le rapport moral pour les raisons suivantes :

1. — Le rapport moral a beaucoup plus souci de défendre les intérêts du Parti Socialiste S.F.I.O. que ceux du mouvement des A.E.O. et de la jeunesse prolétarienne. Il est en plus, uniquement dirigé contre les aides révolutionnaires qui n'approuvent pas la politique de collaboration de classe et de défense nationale du Gouvernement à direction socialiste.

Par contre, les conflits nés de l'attitude scandaleuse du citoyen et de la citoyenne Monnet, ne sont qu'effleurés.

— Silence complet sur le sabotage du départ des Faucons Rouges pour Capbreton, organisé par la citoyenne Monnet avec la complicité de la Préfecture de Police.

Sur la séquestration illégale des biens du mouvement par le citoyen Monnet avec comme objectif l'annulation du Camp de Pentecôte des Faucons Rouges de la R. P.

(*Voir la suite en quatrième page*)

d'une semaine à l'autre

31 OCTOBRE

Angoissante énigme ! M. Roger Salengro, aujourd'hui ministre de l'Intérieur, a-t-il en 1915 *— exerçant les fonctions de cycliste régimentaire — battu le record de vitesse en direction de Berlin, alors que les super-patriotes filaient sur Bordeaux et que l'Etat-major orientait son « axe de marche » vers Paris ? La Commission d'enquête, présidée par le général Gamelin, vient de déposer son rapport : Le passé militaire de M. Salengro est irréprochable. Cachin s'essuie les yeux et Thorez respire ! En leur cœur de Français descend un grand apaisement.*

1er NOVEMBRE

La série continue des agissements fascistes. Après leur provocation de Choisy-le-Roi qui tourne mal pour eux puisque, devant la contre-manifestation des travailleurs, 300 croix de feu durent se terrer pendant cinq heures dans un garage et abandonner, sur le terrain, un grand nombre d'armes variées, on signale une manifestation du « fascio » à Chambéry et à Beausoleil en même temps qu'une tentative de Doriot-Sabiani à Nice.

2 NOVEMBRE

Pour une France forte, libre et heureuse ! Maurice Baille, dont le cinquième enfant est attendu pour la fin de l'année, rejoint à titre d'auxiliaire le 32e régiment d'artillerie à Vincennes. Mme Baille recevra, à titre d'allocation, 13 *francs par jour.*

3 NOVEMBRE

Le roi Edouard VIII ouvre la session parlementaire : Fidélité à la S.D.N., modification du système législatif en vue de renforcer le pouvoir devant les menées factieuses,

renforcement des armements, tel est le contenu essentiel du discours du Trône, dans lequel le mot chômage n'a même pas été prononcé, et qui, débutant par une profession de fidélité au culte protestant prend fin traditionnellemnt en appelant « les bénédictions de Dieu tout-puissant » sur les délibérations parlementaires.

5 NOVEMBRE

Une bande organisée de kidnappers opère en Isère : Attaques nocturnes à main armée, vols d'autos, cambriolages, rapts d'enfants et de jeunes filles... La panique règne en Dauphiné.

A Paris, Chambre et Sénat sont rentrés. La discussion est ouverte sur la réforme de la fiscalité des départements et des communes. Daladier fait d'importantes déclarations à la Commission de l'Armée sur la défense des frontières en cas d'attaque brusquée. Retenons de ses déclarations la volonté « de ne pas laisser introduire, dans l'armée, la politique, sous quelque forme et dans quelque esprit que ce soit ». « *Nous n'injurions plus les officiers », écrit textuellement* l'Humanité, *et réclamons un sort meilleur pour les soldats parce que c'est la véritable sécurité du pays, la véritable défense nationale.* »

8 NOVEMBRE

*Les partis politiques préparent leur campagne d'hiver : à Bourg-en-Bresse, congrès de l'*Alliance démocratique *avec Flandin et Paul Reynaud ; à Lyon, congrès de la* Jeune République *qui nage dans les eaux du Front populaire.*

A Paris, assemblée générale de la Fédération radicale-socialiste de Franklin-Bouillon... dans un restaurant du boulevard Saint-Martin. (Les assemblées non générales doivent donc tenir à l'aise dans une cabine téléphonique !) On s'est mis d'accord sur ce mot d'ordre : Le pouvoir aux paysans ! *Ce qui fait bien plaisir à ces derniers.*

9 NOVEMBRE

Deux accidents de mine en trois jours, dans le Nord : Vendredi, à la mine d'Ostricourt, 3 ouvriers ont péri dans un éboulement ; hier, c'est aux mines d'Aniche que l'effondrement d'une galerie tue deux mineurs et blesse grièvement un troisième. Il faut que les responsables soient connus et qu'ils paient, dit la tricolore Humanité. *Il faut, disons-nous, que les travailleurs puissent imposer toutes les mesures indispensables à leur sécurité, y compris le ralentissement du rythme de la production, sans diminution de salaires.*

11 NOVEMBRE

Journée de souvenir et de commémoration pour les familles de ceux que la bourgeoisie a sacrifiés... mais parade militaire, parade chauvine, parade d'union sacrée pour les organisateurs de la manifestation.

Pour la première fois en France, on aura vu, à Paris et en province, des groupements jadis irréductibles à l'union sacrée appeler leurs adhérents à défiler devant les drapeaux tricolores aux côtés des organisations fascistes.

Le prolétariat parisien, avec son bon sens de classe, s'est abstenu. Dans l'ensemble, sous la pluie ininterrompue, ce fut une journée morne, marquée toutefois par plusieurs incidents.

Camelots du roi, croix de feu et jeunesses patriotes avaient, en effet, la partie belle devant les camarades du Front populaire défilant désarmés devant eux. A plusieurs reprises, les groupes soit-disant dissous, se livrèrent à des assommades en règle. Le « front des Français » s'est donc manifesté sous son vrai jour !

Cette première liste indique l'effort fait par de nombreux camarades pour assurer la parution régulière des premiers numéros de la « **Commune** ». Beaucoup de camarades sont satisfaits du contenu et de la présentation du journal. Nous faisons tout pour qu'il soit toujours mieux, mais l'aide de tous nous est nécessaire. La vente à la criée augmente, les listes de souscriptions circulent.

Mais des camarades de Paris et de province ne se sont pas encore inscrits à la phalange. Qu'ils ne tardent pas à le faire, il faut que la vie du journal, qui est notre principale arme de propagande soit assurée. Elle ne peut l'être que par l'effort de tous. Que les camarades de Paris et de province suivent cet exemple et la régularité du journal sera assurée.

Adresser les fonds au compte chèque postal N° 177.308 Paris, G. Brausch, 66, faubourg Saint-Martin, Paris-X^e.

Phalange

Fauss, 100 fr. ; Ray, 80 fr. ; J. M., 200 fr. ; Eich, 500 fr. ; Essem, 50 fr. ; Marc L., 200 fr. ; Fonthie, 20 fr. ; Meche, 100 fr. ; Cail, 10 fr. ; Freh, 20 fr. ; Poly, 20 fr. ; Morga, 10 ; 12e Rayon 28 fr. ; 19e Rayon, 82 fr. ; Clichy, 17 fr. 50.

Liste N° 301, 875 fr. 50 ; liste N° 306, 466 francs ; liste N° 3.010, 372,50; liste N° 208, 153 fr. 20 ; liste N° 404, 147 fr. 75 ; liste 404, 147 fr. 75 ; liste N° 502, 286 francs ; liste N° 313, 57 fr. 45 ; liste N° 405, 123 fr. 60 ; liste N° 420, 42 fr. 65 ; liste N° 407, 64,70; liste N° 331, 177 fr. 50 ; liste N° 455, 183 francs ; liste N° 309, 62 fr. 75.

Total : 4.350 fr.15.

÷

Saint-Etienne. — « La Commune » est en vente aux kiosques suivants : Place Bellevue, place du Peuple, place de l'Hôtel-de-Ville, place Jean-Jaurès.

La vente à la criée a lieu chaque dimanche matin devant la Bourse du Travail, cours Victor-Hugo.

La Ricamerie. — Journaux, place de la Liberté.

Le Chambon-Feugerolles. — Librairie Perrier et tabac, place Jean-Jaurès.

Firminy. — Journaux, place du Breuil.

Saint-Chamond. — Tabacs-journaux, cours Montgolfier.

Le Havre.

Bureau de tabac Hamel, quai de Marne (près du Pont III).

L'ELECTION DE ROOSEVELT

Plus de vingt-cinq millions de voix à Roosevelt, candidat du parti démocrate ; une quinzaine de millions à Landon, candidat du parti républicain. Un candidat à tendance fasciste recueille plusieurs centaines de milliers de voix. Le socialiste et le communiste, par contre, obtiennent des chiffres insignifiants. Cela ne paraît pas, d'ailleurs, troubler les socialistes et les communistes que le succès de Roosevelt fait jubiler. Le nombre très minuscule de voix obtenu par eux ne doit pas surprendre ; ils ont mené une campagne orientée bien plus contre Landon que pour leurs candidats ; les ouvriers les ont donc pris pour des candidats fantaisistes et ne se sont pas prononcés pour eux.

Le vote massif pour Roosevelt a été présenté comme celui que les masses ont émis pour l'homme qui serait le champion de la démocratie mondiale, le combattant des puissances d'argent, l'adversaire de Wall Street, etc..., autrement dit le champion des masses travailleuses contre l'impérialisme yankee. Qu'un vaste courant des masses américaines voit en Roosevelt leur défenseur contre le grand capital, ce n'est pas niable, mais ce courant est alimenté par les partis qui se réclament de la classe ouvrière. Mais il n'y avait, en 1936, comme dans les années précédentes, aucune différence profonde entre le programme des démocrates et celui des républicains. Qu'est-ce qui a donc permis de répandre le mensonge de Roosevelt, leader des masses travailleuses ?

C'est sa politique passée, dit-on, politique qui a rencontré la résistance des grands capitalistes, qui a favorisé l'organisation des ouvriers, etc. En réalité, la politique de Roosevelt, ou plutôt exactement, les diverses expériences tentées par celui-ci, non seulement ne portent aucune atteinte au régime capitaliste mais constituent un effort pour assurer sa stabilité en substituant à l'anarchie capitaliste la plus totale une direction de l'économie.

L'économie des Etats-Unis n'était pas seulement constituée par quelques trusts monstrueux. A côté de ces géants pullulaient une série d'entreprises moyennes et petites (notamment dans le domaine de la finance où il y avait plus de vingt mille banques), qui subsistèrent, pendant la période de prospérité, en utilisant un système législatif inextricable, chaque état ayant ses lois propres. La crise qui frappa fortement les Etats-Unis porta cette anarchie à un degré inouï. La politique de Roosevelt, ce n'était en rien son remplacement par une économie socialiste, mais une série d'efforts pour défricher cette brousse. Appuyée, menée par certains groupes capitalistes, elle se heurta à d'autres qui invoquèrent la tradition « libérale » de l'économie. Pour briser ces efforts, Roosevelt utilisa la puissance des masses travailleuses ; l'organisation de l'économie implique entre autres l'organisation des travailleurs. Dans certains cas, Roosevelt utilisa — pour une politique capitaliste donnée — de formidables grèves.

Mais c'est là que se trouve la contradiction de l'expérience Roosevelt. Elle est menée au profit du capitalisme, mais elle porte, malgré et contre Roosevelt, de très larges couches ouvrières sur la voie de la lutte de classes. Ce n'est pas seulement l'individualisme forcené en matière économique qui est frappé, c'est aussi l'indifférentisme politique qui est sapé. La force ouvrière est mise en mouvement.

La faiblesse du mouvement ouvrier aux Etats-Unis ne signifie pas du tout que la classe ouvrière fera très lentement son expérience. Il est à prévoir tout au contraire que, après une période de tâtonnements, elle progressera avec une vitesse *américaine*. Un gros danger pour son développement serait la réalisation d'un « parti ouvrier et paysan » que suggèrent les staliniens, parti qui, comme le Front populaire ou le Kuomintang mettrait et les ouvriers et les paysans à la remorque des politiciens de la bourgeoisie. Le problème de la création d'un parti révolutionnaire aux Etats-Unis n'est pas encore résolu : les bolcheviks-léninistes américains, après avoir fusionné avec le American Workers Party pour constituer le Workers Party sont récemment entrés dans le parti socialiste qui venait de rompre avec son aile droite. Un des domaines qui nous semble le plus important pour leur développement, c'est celui des travailleurs nègres que le capitalisme yankee surexploite d'autant plus qu'il a dressé une barrière entre travailleurs blancs et noirs.

Dans un prochain article, nous examinerons l'élection de Roosevelt en ce qui concerne les rapports entre les Etats-Unis et l'Europe.

Les Forces de la Quatrième Internationale en Belgique se rassemblent

Le 11 octobre, s'est constitué en Belgique, le PARTI SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE, adhérent au Centre pour la Quatrième Internationale, formé par la fusion de l'ACTION SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE (tendance révolutionnaire exclue du Parti Socialiste) et de la LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (fraction des bolchévistes léninistes qui, l'an dernier, n'avait pas voulu entrer dans le P.O.B.).

La plateforme du nouveau parti est celle des bolchévistes-léninistes. Les camarades remplacent leurs journaux respectifs, l' « ACTION SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE » et « SPARTACUS », par la « LUTTE OUVRIERE », qui sera hebdomadaire, et dont le premier numéro a paru. Les forces les plus importantes se trouvent dans les régions ouvrières du Borinage et de Charleroi ; des groupes importants existent dans de nombreuses villes, notamment à Bruxelles, Anvers, Liège. Avant même que d'être constitué, le Parti Socialiste Révolutionnaire était pourchassé dans la personne de ses militants.

Le Parti Communiste Internationaliste et « La Commune » saluent les camarades belges qui viennent de constituer le Parti Socialiste Révolutionnaire. Le rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire dans le monde montre sa complexité dans le fait que le même jour où, à Bruxelles, un pas en avant a pu se faire, à Paris, l'unité des partisans de la Quatrième Internationale s'avérait impossible dans les conditions existantes. Mais à travers toutes les contradictions, se rassemblement s'effectuera, la Quatrième Internationale se constituera et triomphera.

AU PARLEMENT

Les Chambres ont repris leurs travaux, mais c'est hors du Parlement que s'élabore la politique des partis, la politique des classes... Il n'existe, au surplus, aucune fraction bolchévik au Parlement français. Deux raisons suffisantes pour n'accorder à la vie parlementaire qu'une importance relative.

⁂

Au Palais-Bourbon, le budget mijote à feu doux. Convoqués le 5 novembre, les députés ont accepté l'ajournement de toute discussion immédiate sur la réforme des finances locales et départementales, dont les Conseils généraux seront saisis avant le 16, date de leur session.

Au Sénat, Desjardins et Jacques-Louis Dumesnil (ce dernier également connu en Seine-et-Marne sous le nom de Jacques-Loulou), n'ont pas, au nom des droites, engagé une offensive de grand style contre le Gouvernement, mais une simple escarmouche hygiéniqque, afin de se maintenir en forme. Le « cas Blancho » et « l'affaire Formisyn » furent les deux thèmes successivement et respectivement traités par le second et par le premier.

Blancho, sous-secrétaire d'Etat à la Marine de guerre, a visité les arsenaux militaires de Toulon, Cherbourg, Brest et Lorient... et les prolos ont, poing levé, chanté *l'Internationale*, offusquant les oreilles du vice-amiral, préfet maritime. Cette vieille dame a dû se retirer discrètement du cortège officiel ! C'est un outrage à la marine de guerre, le ministre de la marine va-t-il le tolérer ?

A Soissons, les prolos sont en grève, et un artiste lyrique en congé, Formisyn, va nuitamment coller des papillons fascistes, ce qui lui attire une sérieuse correction, car au tribunal prolétarien les flagrants délits doivent être jugés séance tenante. Est-il exact, demande Desjardins, que le garde des Sceaux et le député de l'Aisne soient intervenus en faveur des ouvriers inculpés ?

Suivant l'exemple de M. Salengro, qui fait garantir la qualité de son passé militaire et de son patriotisme, les ministres *ont plaidé non-coupable.*

Plaidoyer des ministres :

Affaire Formisyn. — Ce dernier n'a pas pu perdre les deux yeux puisque, dès 1918, il était borgne ! Notre collègue lorrain Elbel a, lui aussi, perdu un œil dans une bagarre politique ! Nous ne sommes pas intervenus en faveur des ouvriers inculpés et si nous l'avons fait, c'était pour calmer l'effervescence qui régnait à Soissons. Nous avons d'ailleurs réussi.

Cas Blancho. — On a chanté *l'Internationale*, mais pas la troisième strophe (où il est question de balles et de généraux !). Blancho était un simple ouvrier, mais a toujours respecté particulièrement *(sic)* les officiers... C'est parce que Blancho est en contact permanent avec les syndicats (85 % des ouvriers de la marines sont à la C.G.T.) et laissé parfois chanter les deux premières strophes de *l'Inter* qu'il n'y a eu *aucune agitation dans les arsenaux* (resic) et que les plus grands paquebots ont été construits à Saint-Nazaire *sans aucune heure de grève.*

Les travailleurs retiendront ces déclarations officielles et cyniques qui éclairent toute *la théorie des « soupapes de sûreté »* et le rôle joué par les élus du Front populaire et les dirigeants cégétistes.

Bien entendu, aucune voix ne s'est élevée pour affirmer la nécessité de l'action directe des travailleurs contre les groupes fascistes, ni le droit, pour les ouvriers, de chanter intégralement *l'Internationale* et de la traduire en actes. Nous l'avons déjà dit, il n'y a pas de fraction bolchévik au Parlement français.

CONVOCATIONS

÷ P. C. I. :

Bureau politique : Lundi, 18 h. 30, même lieu.

Commission administrative : Mardi à 19 heures. Réunion.

Jeudi, à partir de 17 heures, expédition collective.

Comité de Rédaction : Vendredi à 19 heures. Discussion du numéro paru et collaboration du prochain numéro.

÷ J. C. I. :

Commission centrale : Mardi, 20 h. 30, au Siège.

Vente collective : Samedi, 16 h. 30, au Siège, départ.

RAYONS :

XIIe : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

XIVe-XVe : Mardi, 20 h. 30, lieu habituel.

XVIIIe : Vendredi, 20 h. 30, au Petit-Trou, rue de la Chapelle.

XIXe : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Saint-Denis : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Clichy : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Puteaux-Suresnes : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Pour la région de Puteaux-Suresnes, aura lieu le JEUDI 19 NOVEMBRE, à 20 h. 30 une réunion publique contradictoire.

÷

Le lieu sera indiqué par affiches.

Argenteuil : Tous les lundis, cercle d'études des Amis de Karl Marx, salle Pègue, à 21 heures, boulevard Héloïse.

⁂

REGION DU RHONE

Tous les samedis de 17 heures à 19 h. 30
Permanence :
Café « A ma Vigne »
7, rue Sainte-Catherine
Terreaux

Prière aux Groupes de communiquer leurs convocations le lundi soir au plus tard.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Election municipale du XIe Arrdt
(Quartier Saint-Ambroise)

Samedi 14 Novembre, à 20 h. 30

Préau, passage Saint-Sébastien

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Le programme du Parti communiste internationaliste

LA RÉPRESSION CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE EN U.R.S.S.

ASSEZ !

La répression stalinienne s'accentue...

Une nouvelle charrette se prépare à Moscou. A l'insu du monde entier meurent des milliers de révolutionnaires.

Staline qui a obtenu l'emprisonnement de Trotsky par la social-démocratie norvégienne n'est pas encore satisfait ; le vol de documents à Paris porte la marque de la Guepeou.

La solidarité prolétarienne doit intervenir :

POUR SAUVER LES RÉVOLUTIONNAIRES victimes de Staline !

Pour libérer Trotsky de la police norvégienne !

Il faut imposer une délégation ouvrière en U.R.S.S. libre de se rendre dans les prisons et les isolateurs de Sibérie !

Pour le regroupement révolutionnaire

Marchons séparément ! Frappons ensemble !

Devant la manifestation d'Union Sacrée annoncée à l'occasion du 11 novembre, le Parti Communiste Internationaliste avait pris l'initiative d'adresser un appel à divers groupements révolutionnaires, tendant à organiser en commun une contre-manifestation en un point donné de Paris.

Cette initiative était pleinement justifiée par les circonstances et s'appuyait d'ailleurs sur le précédent du 14 juillet 1919... Mais aucune réponse ne nous est parvenue.

Est-ce indifférence, face à une action quelconque ? ce silence souligne le peu d'ardeur à surmonter la faiblesse réelle où la trahison des grands partis a plongé la classe ouvrière.

⁂

Cet insuccès de notre démarche ne saurait cependant nous arrêter dans la voie du rassemblement révolutionnaire et de la coordination des efforts.

C'est ainsi que nous leur proposons aujourd'hui de se rencontrer avec nous pour recréer un « Secours Rouge International ».

L'amnistie doit être pour tous, il faut faire face à la répression, aider les victimes de la lutte des classes... voici notre appel.

Paris, le 9 novembre 1936.

Chers camarades,

Au cours de sa conférence nationale, tenue à Paris les 7 et 8 novembre, le « Secours Rouge » a décidé sa transformation en « Secours Populaire de France ». Le « Secours Rouge », qui déjà n'est plus « international », a vécu; il cède définitivement la place à une organisation confusionniste de philanthropie ,sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme.

La lutte des classes, l'action révolutionnaire rendent nécessaire un organisme de solidarité prolétarienne internationale, absolument indépendant de toute subordination à ceux qui sont désormais des agents d'Union sacrée. Il faut recréer un « Secours Rouge International ».

Pour ces raisons, le Parti Communiste Internationaliste croit devoir s'adresser à toutes les organisations d'avant-garde, afin d'envisager avec elles sa constitution. Nous sommes persuadés que le souci d'apporter aux militants et aux familles de ceux qui sont frappés dans leur lutte contre la bourgeoisie un appui qu'aucune organisation qualifiée ne peut actuellement leur donner, vous dictera une réponse rapide.

Nous vous prions, en conséquence, de nous faire connaître et votre accord de principe, et la date à laquelle nous envisagerons concrètement cette question. Une réunion commune des délégués de groupements ayant donné leur accord serait envisagée dans un très bref délai.

Dans l'attente de vous lire,

Veuillez agréer, camarades, nos salutations révolutionnaires.

Avant la guerre mondiale, pour réparer sa situation affaiblie par la guerre russo-japonaise et la révolution de 1905, le gouvernement tsariste contracta en France des emprunts financiers. Corruption de la presse, complicité des gouvernants de la « République » française, courtages pour les banques collectrices. Le Parti bolchévik dénonce par avance l'emprunt tsariste, proclame qu'il ne reconnaîtra pas les dettes de l'ancien régime. En France, le Parti socialiste, Jean Jaurès, fait une vigoureuse campagne contre cet emprunt, qualifié de « vol aux épargnants de ce pays ».

Arrivés au pouvoir par la Révolution d'Octobre, les bolchéviks rappellent leur antérieure dénonciation de l'emprunt, refusent de reconnaître les dettes du tsar, renvoient les créanciers à leurs conseillers banquiers et gouvernants bourgeois impérialistes.

Voilà le léninisme de 1917.

Tenaillé par ses contradictions, ruiné par sa propre anarchie, l'Etat impérialiste français est acculé à la débâcle financière. Les impôts de toutes sortes, plus les vols sur les salaires et autres « assurances sociales » n'arrivent plus à combler les gouffres causés par la crise, le budget de la guerre, la dette publique.

Le journal « Le Populaire » et l' « Humanité » flamboient de placards pour le remplissage des caisses de la République bourgeoise, le parti stalinien organise dans Paris des cavalcades publicitaires pour « l'emprunt démocratique ».

Quatre milliards sont ainsi raflés aux prolétaires dupes et confiants.

Deux jours après la clôture de cette vaste spoliation à l'esbroufe de la confiance, le gouvernement Blum, avec les votes du groupe parlementaire communiste en entier, décrète la dévaluation, fixant, suivant chiffre ultérieur, la valeur de l'or par rapport au franc salaire, entre 33 et 50 % de plus qu'avant la dévaluation.

Voilà le stalinisme en 1936.

Cours Lénine

Le premier cours d'histoire du mouvement ouvrier mondial qui traitera de

LA PREMIERE INTERNATIONALE

aura lieu, le lundi 16 novembre, à 20 h. 30, au 66, rue du Faubourg-St-Martin.

Chaque cellule doit déléguer plusieurs camarades auxquels sera confiée la mission de suivre régulièrement, chaque lundi soir, chacun des cinq cours de la première série (Histoire du mouvement ouvrier).

LIBRAIRIE

Nous informons les camarades de Paris et de province que nous tenons à leur disposition tous les livres et brochures qui peuvent les intéresser, et nous insistons particulièrement auprès d'eux pour qu'ils s'adressent directement à notre siège : 66, faubourg Saint-Martin. Nous faisons remarquer aux camarades qu'en s'approvisionnant à notre service de librairie, ils aident notre organisation et, par là même, nous permettent d'envisager l'élargissement de notre propagande.

Nous avons actuellement en stock un grand choix de livres, parmi lesquels :

A. Rosmer. Le mouvement ouvrier pendant la guerre	45	»
Lissagaray. La Commune de 71.	30	»
M. Dommanget. A. Blanqui à Belle-Isle	15	»
Léon Trotsky		
Lénine	12	»
Les problèmes de la guerre civile	1	50
Où va la France	7	50
Défense du terrorisme	7	50
ainsi que tous les ouvrages parus à ce jour.		
Victor Serge		
Vie des révolutionnaires	1	»
L'an I de la Révolution russe	20	»
Ville en danger. Pétrograd. An II de la Révolution russe	3	»
16 fusillés	2	»

Toute comamnde devra être accompagnée de son montant.

Chacun lira et diffusera LIVRE ROUGE sur le procès de Moscou
En vente à « La Commune, » au prix de 4 francs.

NOS BROCHURES

Le Paix, La Paix, La Liberté, ne les demande pas, Prends-les ! 0 fr. 25
A bas la Répression contre-révolutionnaire en U. R. S. S... 0 fr. 25

Réservé aux adhérents des organisations partisanes de la IVe Internationale : La crise de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste (tome II).

Vient de paraître, diffusez
FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ?
La grève générale de juin 1936
Une brochure de 48 pages par **P. FRANK**
Prix : UN FRANC
Adressez vos commandes à LA COMMUNE
66, Faubourg Saint-Martin

La vie du Parti Communiste Internationaliste

Le Comité central du Parti Communiste Internationaliste s'est réuni dimanche dernier et a tout d'abord examiné la situation de l'organisation un mois après que l'unification n'ayant pas été ratifiée, le P.C.I. avait repris son activité propre.

Les trois numéro du journal ont eu une vente croissante, dans des proportions inespérées pour certains coins.

Les groupes de la région parisienne reconstitués ont repris leur activité. Le groupe de Clichy a tenu une excellente réunion dont nous parlons par ailleurs, ainsi que pour une réunion de chômeurs à Argenteuil. D'autres réunions sont en préparation, sur le plan local comme sur le plan de l'entreprise.

Les groupes de province se sont également mis ardemment au travail. Lyon double sa vente de journaux, Le Havre se renforce ainsi que Metz. Les liaisons avec la province reprennent régulièrement.

La campagne politique commence. Affiches, papillons sont prêts ; nos « feuillets rouges », une brochure, sont en voie d'impression. Les réunions en province ne se tiendront qu'un peu plus tard, la préparation étant plus longue à assurer que dans la région parisienne.

Les différentes branches de travail commencent à fonctionner avec régularité. La liaison avec les groupes sera assurée par une lettre bimensuelle. Le comité central a décidé, pendant la période présente, de tenir deux réunions par mois au lieu d'une afin d'assurer une vie politique plus intense.

En outre, le cours commencera à fonctionner dès lundi prochain ; chaque groupe devra assurer la présence de camarades pour le suivre.

Sur la question des jeunes, le Comité central n'a pu en discuter à cette réunion, il l'examinera à fond dans sa prochaine séance. Le travail effectué jusqu'à présent a essentiellemnt consisté dans la formation de quelques camarades de cadres et un travail dans quelques coins.

Le Comité central a examiné également les comptes depuis un mois. Il en est ressorti que le journal est assuré de vivre par sa vente et la souscription d'une phalange poursuivies systématiquement. Le Comité central a pris également diverses mesures pour diminuer les dépenses et pour faire participer aux travaux d'administration tous les groupes de Paris.

⁂

Dans la discussion du Comité central sur la situation politique, de nombreux camarades ont fait connaître quels étaient actuellement les rapports entre les ouvriers socialistes et les ouvriers communistes, et quelles objections seraient soulevées autour du mot d'ordre : au pouvoir Jouhaux-Thorez-Blum sous le contrôle des ouvriers armés. L'orientation suivie dans le journal fut approuvée.

En ce qui concerne le travail de rassemblement révolutionnaire, le Comité central a eu connaissance de diverses manœuvres employées pour y faire obstacle. En persévérant dans la voie où nous sommes engagés, en faisant notamment appel à toutes les organisations se revendiquant de la lutte de classes pour remettre sur pied un secours rouge international au moment où celui-ci disparaît pour s'associer avec la Ligue des Droits de l'Homme en une vague entreprise humanitaire, le Comité central a chargé le Bureau politique de prendre toutes mesures pour déjouer les manœuvres.

⁂

Enfin, un plan de travail dans la paysannerie a été accepté, tenant compte de la situation nouvelle créée par la réalisation de l' « unité paysanne », c'est-à-dire par la fusion des organisations paysannes stalinistes et socialistes.

Pour le 11 novembre, a été diffusé un tract contre l'union sacrée.

Vient de paraître, diffusez le
MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
aux ouvriers, paysans, soldats
Une brochure illustrée de 16 pages
Prix : 0 fr. 25
Adressez vos commandes à LA COMMUNE
66, Faubourg Saint-Martin

Argenteuil.

Sur l'initiative d'un de nos camarades chômeurs, une réunion de plus de cent chômeurs approuve nos mots d'ordre (retour à l'action directe des chômeurs, lutte pour obtenir avant l'hiver les principales revendications), malgré les efforts de trois orateurs communistes cherchant à dresser la salle contre nos camarades en utilisant les calomnies habituelles. Un groupe d'action a été créé pour pousser à l'action le comité des chômeurs de la Municipalité.

A la Gare Saint-Lazare.

Samedi après-midi, une équipe de jeunes ouvriers fatiguée de voir les dispos, les camelots et autres « dissous » vendre librement leurs journaux (Flambeau, A.F., Courrier Royal, etc.), firent un nettoyage rapide. L'Emancipation Nationale du traître Doriot échappa de justesse à l'hécatombe. Mais pourquoi cet exemple n'est-il pas vendu partout ? Le parti stalinien et le P. S. portent une grosse responsabilité. C'est dans l'œuf qu'il faut écraser le fascisme ou gare à nos Franco ! Les ouvriers doivent organiser leurs milices **tout de suite** ; à l'action partout ; les militants du P.C.I. étaient présents.

Entendu en passant dans la rue, devant un panneau.

Trois ouvriers discutent sur nos affiches. L'un d'eux essaie d'expliquer ce qu'est la IVe Internationale et le Trotskysme. Un des deux autres trouve la conclusion : « En somme le trotskysme c'est le vrai communisme. » Bravo camarade, on ne peut dire mieux.

La calomnie, expression de l'impuissance politique

Le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste s'est prononcé devant la campagne systématique de calomnies ou d'insinuations qui tiennent lieu à certains d'arguments politiques.

Le Parti Communiste Internationaliste s'est toujours non moins systématiquement refusé à faire de **La Commune**, un réceptacle de basses polémiques et de discussions subalternes. Il ne se départira pas de cette ligne de conduite.

Mais, absolument décidé à mettre un terme à des procédés dont la seule conséquence est d'affaiblir le mouvement d'avant-garde, soucieux de donner aux militants les explications qu'ils sont en droit d'exiger et de placer les « désagrégateurs » devant leurs responsabilités, le Comité Central du P. C. I. a pris la décision **de fournir à ces derniers l'occasion de s'expliquer définitivement et librement dans une assemblée prolétarienne dont nous fixerons sous peu la date.**

Que déjà ceux de nos lecteurs qui ont connaissance d'accusations ou d'insinuations concernant n'importe quel membre du P.C.I. nous le fassent savoir. Ils participeront ainsi à une besogne nécessaire de salubrité révolutionnaire.

Le Comité Central du P. C. I. et l'ensemble du Parti, par cette décision, signifient leur volonté de défendre en toute circonstance, leurs militants dont ils sont solidaires.

LES NOTRES :

Robert de Fauconnet

Robert de Fauconnet est mort en septembre, d'une balle à la tête, sur le front d'Huesca.

D'autres ont déjà fait l'éloge de ce vaillant militant révolutionnaire. Nous ne saurions trop déplorer la perte de notre camarade Robert et ce n'est pas sans émotion que je rassemble les souvenirs de notre travail commun. J'ai travaillé avec Robert dans la région du Sud-Est où il était un de nos meilleurs militants. Je me souviens l'avoir rencontré en avril dernier à Marseille et quel fut mon étonnement de me trouver nez à nez avec lui.

— Comment es-tu là ? Et l'armée républicaine !

— Il n'y a pas d'obligations militaires bourgeoises pour un révolutionnaire, avait-il répondu. Je me suis libéré, mais je savais que les camarades pouvaient avoir besoin de moi et je suis venu. Qui se refuse à l'action illégale se refuse à la Révolution.

En effet, il était venu, abandonnant le régiment de chasseurs alpins où il était prisonnier des lois de la « démocratie » républicaine. Il était venu dans la tourmente électorale rejoindre son groupe, appelé par sa fougueuse conscience révolutionnaire.

Et maintenant, Robert est mort mais pour ceux qui l'ont entendu lancer au nom de leurs communes idées les plus vibrants, les plus vigoureux, les plus sincères appels au cours de notre lutte, pour ceux qui furent ses camarades, son souvenir sera toujours vivant.

Son désir d'action incessante, son courage inébranlable, l'ont conduit à la mort. Il est parti au secours de ses frères espagnols comme il était venu en avril à Marseille, désertant les rangs de l'armée bourgeoise, et ce n'est peut-être pas là son moindre courage.

Ses lettres du front nou disaient : « Ici, c'est une véritable guerre qui commence et d'où, peut-être, je ne reviendrai pas. Vous que j'ai laissés derrière moi, préparez-vous à combattre aussi bientôt. »

Ses pressentiments ne l'ont pas trompé, il n'est pas revenu, avec son bel entrain, son grand cœur et son franc visage, car, là-bas, c'est bien une véritable guerre, une guerre épouvantable, inégale, qui se livre entre le prolétariat dressé pour défendre sa vie et ses libertés et le fascisme oppresseur.

Mais, camarades, nous n'oublierons pas l'appel de Robert et, dès aujourd'hui, nous serons prêts à combattre.

la doctrine et l'histoire

LES ANARCHISTES ET LES PROBLÈMES DE L'ÉTAT

Nous publions ci-dessous un article d'Engels, publié en 1894 contre les méthodes des camarades anarchistes qui, sous l'influence de Bakounine, avaient rompu avec les marxistes. Après la collaboration des anarchistes au gouvernement de Catalogne et l'apparent abandon de leurs principes antiétatiques, cet article nous paraît des plus actuels.

Ecoutons, maintenant, sur tout ce mouvement, le rapport de la « Nouvelle Fédération de Madrid » :

Le deuxième dimanche d'août, un congrès devait avoir lieu à Valence pour déterminer, entre autres, la position qu'aurait à prendre la Fédération internationale espagnole, à l'égard des événements politiques importants qui étaient survenus en Espagne depuis le 11 février, jour de la proclamation de la République. Mais, l'insurrection cantonale insensée (*descabellada*, littéralement : échevelée) qui a échoué si lamentablement et à laquelle les internationalistes de presque toutes les provinces insurgées participèrent avec ardeur, a paralysé, non seulement l'activité du Conseil fédéral en éparpillant la majorité de ses membres, mais aussi a désorganisé presque entièrement les fédérations locales, et, ce qui est le pire, attiré sur leurs membres toute la haine et toutes les poursuites que tout soulèvement populaire, honteusement engagé et manqué, entraîne avec soi...

Quand l'insurrection cantonale éclata, quand les juntes, c'est-à-dire les gouvernements des cantons se constituèrent, alors, ces gens (les bakounistes) qui criaient si violemment contre le pouvoir politique, qui nous accusaient d'autoritarisme, se hâtèrent d'entrer dans ces gouvernements. Dans des villes importantes comme Séville, Cadix, San-Lucar de Barrameda, Grenade et Valence, beaucoup d'internationalistes qui se nomment antiautoritaires, siégeaient dans les juntes cantonales sans autre programme que celui de la souveraineté de la province et du canton.

Une contradiction aussi criante entre la théorie et la pratique, entre la propagande et l'action n'aurait pas grande signification s'il avait pu en résulter un avantage quelconque dans l'organisation de nos forces, un rapprochement quelconque de la réalisation de notre but principal : l'émancipation de la classe ouvrière. C'est justement le contraire qui est arrivé, et il ne pouvait en être autrement. La condition principale faisait défaut, la coopération active du prolétariat espagnol qui était si facile à obtenir dès qu'on agissait au nom de l'Internationale. Il manquait l'unanimité entre les fédérations locales ; le mouvement resta livré à l'initiative individuelle ou locale, sans aucune direction (en dehors de celle qu'aurait pu lui imposer la mystérieuse Alliance, et, à notre honte, cette Alliance domine toujours l'Internationale espagnole) ; sans aucun programme, sauf celui de nos ennemis naturels, les républicains bourgeois. Et ainsi, le mouvement cantonal succomba de la façon la plus honteuse, presque sans résistance : mais dans sa chute, il entraîna le prestige et l'organisation de l'Internationale en Espagne. Il ne se passe pas d'excès, pas de crimes, pas de violences que les républicains ne mettent aujourd'hui sur le dos des internationalistes ; il est même, ainsi qu'on nous l'assure, arrivé à Séville que, pendant la lutte, les intransigeants ont tiré sur leurs alliés, les internationalistes (bakounistes). La réaction, utilisant habilement nos folies, excite les républicains à la persécution contre nous et nous calomnie auprès de la grande masse indifférente. Ce qu'elle n'a pu accomplir au temps de Sagasta, elle semble devoir l'atteindre : jeter le discrédit sur le nom « internationaliste », chez la grande masse des ouvriers espagnols.

A Barcelone, une foule de sections ouvrières se sont séparées des internationalistes, protestant hautement contre les gens de la revue : *la Federacion* (organe principal des bakounistes), et son attitude inexplicable. A Jerez, à Puerto de Santa Maria et autres localités, les fédérations ont décidé de se dissoudre. A Loja (province de Grenade), les quelques internationalistes qui y résidaient ont été chassés par la population. A Madrid, où on jouit encore de la plus grande liberté, l'ancienne fédération (bakouniste) ne donne pas le moindre signe de vie, tandis que la nôtre est forcée de se tenir tranquille et de rester inactive, si elle ne veut pas se voir chargée de la faute d'autrui. Dans les villes du Nord, la guerre menée chaque jour avec plus d'acharnement par les carlistes, empêche toute activité de notre part. Enfin, à Valence, où le gouvernement resta victorieux après quinze jours de lutte, les internationalistes qui ne s'étaient pas enfuis, sont obligés de se cacher et le Comité fédéral est complètement dissous.

Voilà pour ce qui est du rapport de Madrid. On voit qu'il concorde entièrement avec le récit historique ci-dessus.

Quel est après cela le résultat de toute notre enquête ?

1. *Les bakounistes furent forcés, dès qu'ils se furent trouvés en face d'une situation révolutionnaire sérieuse, de jeter par dessus bord tout leur programme antérieur. Tout d'abord, ils ont sacrifié la théorie de l'obligation de l'abstention politique et, en particulier, de l'abstention aux élections. Puis, ce fut l'anarchie, l'abolition de l'Etat ; au lieu d'abolir l'Etat, ils ont tenté plutôt de créer nombre d'Etats nouveaux et petits. Ensuite, ils ont laissé tomber le principe selon lequel les travailleurs ne devraient participer à aucune révolution qui n'ait comme but l'émancipation immédiate et complète du prolétariat, et ils ont participé à un mouvement de son propre aveu, purement bourgeois. Enfin, ils ont foulé aux pieds leur acte de foi à peine proclamé : que l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire n'est qu'une nouvelle duperie et une nouvelle trahison envers la classe ouvrière — en figurant tout à fait gentiment dans les comités gouvernementaux des différentes villes et cela presque partout, comme minorité impuissante, dominée et exploitée politiquement par les bourgeois.*

2. *Mais ce reniement des principes prêchés jusqu'ici s'est effectué cependant de la façon la plus lâche et la plus mensongère et sous la pression d'une mauvaise conscience, de sorte que, ni les bakounistes eux-mêmes, ni les masses dirigées par eux ne sont entrés dans le mouvement avec un programme quelconque et qu'ils ne savaient, en somme, ce qu'ils voulaient. Quelle en fut la conséquence naturelle ? Que les bakounistes ou bien ont empêché tout mouvement contre Barcelone, ou bien qu'ils ont été entraînés dans des insurrections isolées, anarchiques et stupides, comme à Alcoy et San-Lucar de Barrameda ; ou bien encore que la direction de l'insurrection est tombée aux mains des bourgeois intransigeants, comme dans la plupart des insurrections. Les criailleries ultra-révolutionnaires des bakounistes se résumaient donc, lorsqu'on en venait aux actes, ou bien à prêcher le calme, ou bien à faire des insurrections ne laissant espérer à l'avance en aucun succès ou bien à l'adhésion à un parti bourgeois qui exploitait politiquement de la façon la plus honteuse les ouvriers et les traitait à coups de pied par dessus le marché.*

3. *Des soi-disant principes de l'anarchie, de la libre fédération de groupes indépendants, etc., il ne reste rien qu'une dispersion démesurée et insensée des moyens de lutte révolutionnaires qui a permis au gouvernement de soumettre avec une poignée de troupes une ville après l'autre, presque sans résistance.*

4. *La fin de la chanson fut non seulement que l'Internationale espagnole bien organisée et nombreuse — la vraie comme la fausse — fut impliquée dans la chute des intransigeants et qu'elle est aujourd'hui dissoute en fait, mais aussi qu'elle est chargée d'une quantité infinie d'excès inventés sans lesquels les philistins de tous les pays ne peuvent une seule fois imaginer une insurrection ouvrière ; et que la réorganisation internationale du prolétariat espagnol s'en trouve rendue impossible pour des années peut-être.*

5. *En un mot, les bakounistes en Espagne nous ont fourni un échantillon incomparable de la façon il ne faut pas faire une révolution.*

A la lumière de la doctrine anarchiste : les faits en Espagne

A l'appui de ce qui est dit par ailleurs, donnons quelques extraits de l'article cité de L. Nicolas (**Révolution Prolétarienne**, 25-10-36).

...Les anarchistes sont entrés au gouvernement en échange de trois portefeuilles : Economie, Assistance Sociale et Ravitaillement... qui, au fond, ne portent que sur un seul et même domaine, celui de l'Economie. Ce sont les ministères qui vont être le plus impopulaires, ceux exigeant le plus de sacrifices à la classe ouvrière sans pouvoir longtemps lui donner de compensations.

...Les anarchistes semblent entourés et encerclés dans les ministères les plus difficiles à utiliser pour le prolétariat ; ils sont surtout écartés de la guerre et de la répression contre la bourgeoisie.

...En même temps, on supprime les organes ouvriers créés dans divers domaines, la seule compensation est l'introduction de quelques militants ouvriers dans le vieil appareil étatique, militaire et policier.

Parmi ces suppressions, citons, d'après L. Nicolas : le Comité Central des Milices antifascistes, le Service de Sûreté révolutionnaire « Investigation ». L'autorité suprême est confiée à Sandino, militaire professionnel et par l'introduction d'éléments bourgeois, le caractère prolétarien des milices actuelles risque de s'atténuer.

« Souhaitons qu'ils (les anars) ne soient pas amenés à recourir aux anciennes solutions étatiques simplement recouvertes d'un vernis libertaire... la machine du nouvel état ayant gardé les défauts de l'ancien, leur rappellerait le bien-fondé de la doctrine anti-étatique... »

L'erreur, Nicolas n'est pas de participer à l'Etat en soi, mais de s'intégrer à l'Etat bourgeois. Et c'est la méconnaissance du marxisme qui a permis aux anarchistes espagnols une telle attitude.

LES LIVRES

René Garmy s'est emparé, dans son livre *Il était une mine*, édité par les E.S.I., d'un sujet sans pareil : l'histoire de cette mine de Rancié exploitée depuis le XIIe Siècle par le collectif de mineurs qui en vivaient. Pendant huit siècle ce phénomène social a existé d'une mine qui n'appartient pas à un comité quelconque de Forges ou de Houillères, d'*une mine aux mineurs*, telle en était l'appellation. Il a fallu 1931 et la crise économique pour que l'on arrachât cette mine à ses légitimes propriétaires, faute d'argent nécessaire pour la réparation des galeries et qu'on les empêchât par la force de continuer au péril de leur vie, l'exploitation dont ils tiraient leur pain.

René Garmy aurait trouvé là matière à une excellente étude documentaire et sociale. Il semble avoir pour cela assez de talent à la fois et de sentiment prolétarien, et il eut pu faire œuvre vivante et chaleureuse. Mais l'auteur a voulu écrire un roman, tâche ardue dont il ne semble pas s'être rendu compte, ce qui n'enlève rien aux qualités réelles de l'ouvrage ni à la valeur de cette tentative intéressante en elle-même qu'a voulu faire René Garmy d'écrire un roman « marxiste ».

« C'est ici, dit-il, que s'affirme sans doute l'originalité de la méthode marxiste appliquée à la littérature. Nouveau réalisme ? Réalisme socialiste ? Romantisme révolutionnaire ?

Conclusion : René Garmy, avec une bonne volonté à encourager, est passé à côté de son sujet parce qu'il ne semble pas comprendre encore très bien ce que devrait être un roman *marxiste*.

CINÉ

Parmi les films nouveaux projetés cette quinzaine, retenons, à l'ERMITAGE : *Les Jumeaux de Brighton* ; à MADELEINE : *La Guerre des Gosses* ; à MARIVAUX : *Le Roi*, et nous aurons fait le tour des principales productions du monde bourgeois. La camera soviétique a enregistré *Tabor*, qui passe sur l'écran de MARIGNY.

Le seul film *original* est évidemment le film soviétique, qui apporte au public — tout le monde ne peut être client de l'Intourist ou agent de liaison du *Politbureau* stalinien de Paris — les images animées d'un monde nouveau. Mais on n'y trouvera pas le souffle révolutionnaire de « Chapaïev » ou des « marins de Cronstadt »

Tristan Bernard avait actualisé en un vaudeville spirituel, sans visées politiques, le thème aristophanesque des Ménechmes. Avec Raimu, Michel Simon et Suzy Prim, la version filmée des *Jumeaux de Brighton* reste spirituelle et sans arrière-pensée politique.

Deux auteurs 100 % réactionnaires : de Flers et Cavaillet, ont fait représenter jadis *Le Roi*, trois actes réactionnaires, mais cette réserve étant faite, amusants.

L'adaptation filmée vaut le thème original et l'interprétation en est supérieure... Mais, là encore, le cinéma bourgeois n'est que du théâtre filmé.

Louis Pergaud donna, avec *La guerre des boutons*, une œuvre truculente et substantielle, profondément véridique, puisée en plein terroir. La *Guerre des gosses*, qui prétend la transposer à l'écran, n'en apporte qu'une caricature décevante pour qui a lu Pergaud, mais susceptible de donner aux autres le désir de connaître ce vigoureux écrivain prématurément disparu.

A parti révolutionnaire prolétarien travail collectif

Des camarades nous ayant fait part de leur étonnement de la non-signature des articles du journal « La Commune », organe central du Parti Communiste Internationaliste, le Bureau politique tient à faire connaître à cet égard : « Le Bureau politique du P.C.I., dans sa séance du 21 octobre 1936, s'inspirant des actes de l'Internationale Communiste durant ses quatre premiers congrès, résolu à mettre en application les décisions d'autant plus salutaires pour le mouvement ouvrier que le stalinisme les a reniées, bafouées, abandonnées ; conformément à la décision du IVe Congrès de l'I.C., fin 1922, consécutivement à la crise de la S.F.I.C. et la lutte contre l'individualisme, l'arrivisme, le journalisme petit-bourgeois au sein du Parti.

« Décide que la publication du journal « La Commune » engageant la responsabilité du Parti Communiste Internationaliste dont elle est l'organe central, les articles ne seront pas signés. »

ASSISTEZ LUNDI AU COURS LENINE au siège de « LA COMMUNE » 66, Faubourg Saint-Martin

Attention au changement de lieu !

NOTRE ENQUÊTE.

"L'U.R.S.S. EST-ELLE UN ETAT PROLETARIEN ?"

Ceci est une contribution à l'enquête Qu'est-ce donc qu'un Etat prolétarien? Etat issu d'une révolution prolétarienne victorieuse, un Etat dont la structure politique permet aux masses travailleuses groupées non plus en circonscriptions territoriales, mais sur la base de l'unité économique: usine, fabrique ou village, d'élire directement, de contrôler et de rappeler leurs députés; un Etat qui donne au peuple travailleur le pouvoir politique réel, c'est-à-dire la possibilité d'écraser toute résistance, d'où qu'elle vienne, de la part de ses exploiteurs; un Etat, enfin, qui, en même temps que ces privilèges politiques, donne aux masses travailleuses les avantages économiques et culturels qui en sont la condition nécessaire.

L'U.R.S.S. est-elle issue d'une révolution prolétarienne ? Incontestablement, mais ce n'est pas blasphémer les vainqueurs d'Octobre que de constater qu'aujourd'hui, en U.R.S.S., les autres conditions ne semblent pas être réalisées. Une telle constatation n'implique pas non plus qu'il faut méconnaître et la portée historique et sociale de la Révolution russe, et la somme d'avantages matériels acquis aux ouvriers et aux paysans depuis la chute du régime tsariste.

⁂

C'est le 7e Congrès de l'I.C. qui répond à la question par la négative, en proclamant que le « socialisme a vaincu en U.R.S.S. définitivement et sans retour ». Une telle affirmation doit, si elle est justifiée, permettre de conclure à la disparition de l'Etat en U.R.S.S., car le socialisme — (en un seul pays!...) — c'est la société sans classe; un Etat prolétarien, c'est la dictature des travailleurs sur les classes bourgeoises qui subsistent; la victoire du socialisme signifie donc disparition fondamentale de toute classe privilégiée et, par conséquent, l'extinction pure et simple d'un pouvoir prolétarien qui n'a aucune raison d'être, l'extinction de tout principe d'autorité...

Le rétablissement de certains privilèges, la différenciation des salaires — (qui subsistent!...) — et des conditions de vie, l'écho des souffrances qui monte des bagnes industriels stakanovisés, et des isolateurs où sont confinés des adversaires politiques, la répression féroce qui traque, arrête, condamne et fusille les oppositionnels, permettent d'affirmer avec le 7e Congrès de l'I.C., mais pour des raisons diamétralement opposées, *que l'U.R.S.S. n'est pas un Etat prolétarien.*

⁂

Le prolétariat subsiste en U.R.S.S. en tant que classe; il ne dispose du pouvoir politique ni directement, ni par le truchement de « son parti de classe »; le P.C.R.; fraction du prolétariat mondial, le prolétariat d'U.R.S.S. est dans l'impossibilité absolue de collaborer directement avec lui à l'élaboration et à l'application d'une politique internationale de classe dont l'objectif final est le renversement violent de toutes les bourgeoisies.

Quelles sont donc les forces qui, en U.R.S.S., freinent ainsi les droits politiques et les obligations révolutionnaires de classe des prolétaires russes ? L'existence d'une telle bureaucratie ne peut être que la conséquence — et non la cause — du développement en U.R.S.S. d'une classe privilégiée en liaison organique avec la bourgeoisie mondiale, et participant, par conséquent, aux contradictions internes de celle-ci.

Je me refuse à penser qu'en U.R.S.S., où existe légalement un seul parti politique, les ouvriers et les paysans doivent être tenus comme responsables et solidaires de la politique signée Staline. Ils n'ont pas le pouvoir, l'U.R.S.S. n'est pas un Etat prolétarien, et puisque tant de délégations ouvrières sont parties d'Occident vers Moscou, qu'attendons-nous pour organiser en sens inverse, avec un contrôle international, des délégations prolétariennes russes vers l'Occident?...

La plus grave question reste posée: si l'U.R.S.S. n'est plus Etat prolétarien, quand l'a-t-elle été, quand a-t-elle cessé de l'être, l'a-t-elle jamais été?... Il faudrait traiter des rapports du prolétariat avec son parti de classe avant, pendant et après la prise du pouvoir. A chaque jour suffit sa tâche.

Revue « QUE FAIRE ? »

Nous avons déjà eu l'occasion de publier quelques lignes à propos de la revue **Que faire ?** Son dernier numéro, de novembre 1936, montre combien les militants qui la dirigent, notamment Ferrat exclu dans ces derniers mois du parti staliniste, sont loin d'avoir perdu tout penchant vers le parti communiste.

Certes, la politique des staliniens est condamnée, mais dans des termes imprécis : « **En vérité, cette tactique prétendument si habile s'est rapidement révélée ce qu'elle était : un calcul misérable et faux.** » La politique staliniste n'est présentée que comme un calcul misérable et faux, du point de vue des intérêts du prolétariat, et **Que faire ?** évite de mettre en cause la bureaucratie soviétique qui poursuit délibérément une politique antiprolétarienne pour ses intérêts propres.

Cette faille dans la politique de **Que faire ?** s'explique par sa position erronée sur le problème de l'Internationale. Dans ce même numéro, on déclare valables pour le moment actuel les conditions de reconstitution d'une Internationale ouvrière que Lafargue avait formulées en 1886. La conception de Lafargue sur ce point — création de partis nationaux d'abord, d'une Internationale ensuite — était profondément erronée déjà en 1886, elle est certainement pour beaucoup dans l'emprise que la IIe Internationale offra à l'opportunisme, elle serait absolument mortelle aujourd'hui dans la période de l'impérialisme. En fait, elle est un des aspects de la théorie du socialisme dans un seul pays.

Dans un article sur le programme bolchevik-léniniste, la revue **Que faire ?** témoigne de la même insouciance ou de la même incompréhension des problèmes internationaux. Nous laisserons de côté la partie purement polémique dans laquelle Ferrat exploite la division des partisans de la IVe Internationale ; le programme bolchevik-léniniste n'est pas un Credo dans l'infaillibilité de Trotsky, et encore moins dans ceux avec qui il est officiellement uni internationalement aujourd'hui comme il le fut autrefois avec Paz. Mais la question du comité anglo-russe, celle de la révolution chinoise, si elles se trouvent dans le programme des bolcheviks-léninistes, ce n'est pas pour obliger Ferrat à un « mea culpa » répugnant à la manière staliniste, c'est parce que ces questions méritent tout autre chose que cette phrase dédaigneuse :

« Mais, au fond, quelle importance peut bien avoir pour la lutte présente ces appréciations du passé depuis longtemps dépassées ? »

Dépassées les appréciations de la politique de collaboration de classes, de capitulation de l'Internationale Communiste, en Angleterre et en Chine ? Leur importance pour la lutte présente échappe à Ferrat, ce qui est regrettable pour lui et dangereux pour le groupe **Que faire ?** Car, c'est parce que dans les partis communistes, les expériences anglaise et chinoise ont été approuvées, parce que l'opposition fut exclue, qu'aujourd'hui le P. C. français comme l'I.C. se vautrent sans vergogne dans le réformisme du Front populaire.

« Au fond », quelle importance ont ces problèmes, demande Ferrat. Mais c'est parce que beaucoup de révolutionnaires n'ont pas eu l'attention attirée sur ces problèmes que des camarades de **Que faire ?** peuvent, dans leur lettre, demander à cette revue d'avoir vis à vis du P.C. et du P.S. une attitude « sans exagération ni parti-pris et surtout de la logique et de la bonne foi » et de « savoir reconnaître avec impartialité les traits pouvant être justes de ces dirigeants ».

« Au fond » ! Mais Ferrat pourrait-il aussi nous dire ce qu'il pense de la participation du P.O.U.M. au gouvernement de la Généralité de Catalogne ? Il ne s'agit pas encore d'un passé depuis longtemps dépassé.

POUR LE REGROUPEMENT

A travers la Presse Révolutionnaire

CRITIQUES ET DIVERGENCES

« La lutte ouvrière »

Sur nos divergences avec le P.O.I.

Force nous est, après un mois de séparation du P.O.I., de marquer les désaccords qui apparaissent de plus en plus au jour entre les deux organisations, et qui doivent montrer aux camarades attentifs à la crise présente dans la formation de la IVe Internationale, pourquoi, quelles sont les graves divergences politiques qui ont déterminé la scission du P.O.I. après un replâtrage de quatre mois.

Notre décision reste, de ne pas suivre nos contradicteurs sur le plan des attaques personnelles. En cela, ils sont les continuateurs des groupes qui se sont décomposés dans le mouvement ouvrier, car la classe ouvrière, plus vite aujourd'hui que jamais, fait justice de ce dont elle n'a pas besoin.

Nous nous excuserons cependant d'un préliminaire de détail : l'article « A propos de *La Commune* » déforme totalement la question de l'imprimeur de la *Lutte ouvrière*, ainsi que toutes les autres questions qu'il traite.

Retenons simplement qu'être bureaucratiquement exclu, c'est « quitter volontairement le Parti ».

⁂

Pour en revenir aux commentaires politiques, car c'est de la « politique » de *La lutte ouvrière* qu'il faut discuter, nous signalerons l'article sur « les radicaux unanimes » où l'on veut sauver des griffes de la bourgeoisie Blum-Thorez-Jouhaux et Cie. Pour la question de l'Espagne, on se « félicite de la décision du Kremlin, bien que l'Espagne républicaine, *dernier refuge* de la bourgeoisie démocratique, soit une supercherie grâce à laquelle la révolution *peut être* prise au piège et étranglée ». On ne trouve rien à ajouter à la lettre d'un milicien en Espagne relatant n'avoir là-bas de « nouvelles de France, ni d'Espagne même, ni de nulle part ».

La commission d'enquête sur les 16 suppliciés de Moscou traîne en lettre de groupes d' « écrivains », de personnalités, de « praticiens du droit ». Confirmation, s'il en était besoin, de ce que depuis le début de cette affaire, par l'incompréhension, la sous-estimation de cette offensive stalinienne, l'absence d'agitation, la raréfaction des réunions, la lenteur à sortir des tracts (et quels tracts !), prétextant le manque d'argent alors qu'il y avait de l'argent pour cela, l'avortement voulu d'une manifestation à l'ambassade soviétique, affiche en remorque de Malraux, etc., preuves de ce que la direction du P.O.I., en toute cette circonstance, a objectivement conduit l'étouffement de cette campagne en auxiliaire du stalinisme. Naturellement cela se double d'une flagornerie insupportable « à l'occasion des 57 ans de Léon Trotsky », le P.O.I. tentait, il y a trois semaines, de faire passer pour vicitime des stalinistes et des fascistes la social-démocratie norvégienne qui séquestre Trotsky...

L'esprit de flagornerie que nous retrouvons dans la filiation des « poux du lion » s'accompagne à chaque objet, des termes de « amis », « chef », bien tirés du patois des « gens comme il faut ». Les oscillations dans la boussole centriste du P.O.I. font écrire dans *La lutte*: « Fort heureusement pour les travailleurs belges, Degrelle, pour l'instant, a une influence considérable, mais diffuse et assez difforme » (n° 17, première page, 5e colonne, 5e alinéa).

« Avec les communistes, front prolétarien révolutionnaire », dit le leader du n° 18 de la *Lutte* paru le même jour, samedi 30 octobre, que le précédent !

Mais, au fait, ce front révolutionnaire ? Ce n'est pas au P.O.I. qu'on est équivoque ! Lisez plutôt, n° 17, 4e page, première colonne, 5e alinéa :

« Le front unique révolutionnaire ne peut être un assemblage hétéroclite de groupements divers plus ou moins d'accord sur un, deux ou trois points, mais sans nervure politique centrale. »

Troisième page, 2e colonne, premier alinéa :

« Le comité d'entreprise, élu démocratiquement, contrôlé constamment par tous les travailleurs de l'entreprise, est l'organisme du véritable front prolétarien des masses révolutionnaires exploitées. »

Numéro 18, 4e page, bas de la 2e colonne :

« La tactique du front unique consiste précisément, malgré les oppositions parfois irréductibles sur le programme et la politique générale, à passer néanmoins entre organisations prolétariennes, des *compromis* (1) pour des objectifs d'action comme par exemple l'aide aux miliciens d'Espagne, la lutte physique contre les bandes fascistes. »

Même article, 3e colonne :

« Le P.O.I. est disposé à toute action commune en vue d'objectifs précis contre le capitalisme, le fascisme, la guerre impérialiste, avec toute organisation prolétarienne. » Cela vise probablement Marc Sangnier, Victor Marguerite, Giono ou autres prolétaires ?

On voit donc trois explications du front unique simultanément, à quelques heures d'intervalle, par le P.O.I. dans la *Lutte*. A quel moment parle-t-il, ou parle-t-elle sérieusement ?...

⁂

Peut-être est-ce une ou deux rectifications ? Mais il faudrait le dire, car à ce compte chaque numéro contient pas mal de rectificatifs, sans compter la multiplication des erreurs par les mises au point elles-mêmes... Avant le front unique, les conseils de docilité aux conscrits, l'occupation des usines (à laquelle la majorité du C.C. du P.O.I. était opposée depuis juin jusqu'aux « Gourmets »); puis « L'Etat conseil » (n° 17), « Borgia Staline (?) », le « Comintern, parti national en Chine », La merveilleuse sottise. « Seule la classe ouvrière unie peut assurer une renaissance économique, etc. », sans compter un deuxième rectificatif sur « la Fédération des techniciens, où l'on sera amené à capituler la mort dans l'âme, la lutte directe s'avérant déjà difficile ».

Puisqu'il faut en terminer, citons une perle en manchette : « Confiscation de Havas et de la presse pourrie ! », puis rappelons deux alinéas de « Etudiants socialistes révolutionnaires », article paru dans *La lutte*, n° 18, page 4, 6e colonne :

« Les E.S.R. ne sont pas des intellectuels qui se sont mis au service du prolétariat, de ceux-là, nous n'avons que faire, mais de jeunes révolutionnaires dont la particularité est de travailler à lécole au lieu de travailler à l'usine. Cette conception de l'organisation des étudiants est la seule digne du parti bolchévik. »

Dans *La Vérité*, qui fut notre organe bolchévik-léniniste, nous avons combattu cette conception que théorisait l'U.F.E., qui n'a jamais pu nous expliquer quelles usines étaient les universités.

Chez les dirigeants du P.O.I., dont quelques camarades de base parmi ceux qui restent, commencent à mettre en doute la moindre qualification, grattez le vernis b.-l., vous trouverez le social-démocrate à l'état pur.

(1) C'est nous qui soulignons *compromis* ou *accords* ? Encore une erreur dans l'erratum. Lisez donc un peu Lénine, camarade théoriciens de la *Lutte*!

ouvriers, paysans, soldats...

Contre le sabotage patronal, contre la bureaucratie syndicale : Comités d'usines

Le sabotage de la production s'amplifie à un rythme accéléré. Il a commencé par la fermeture de boîtes peu importantes ; cela a permis au capitalisme d'affirmer que la politique du Front populaire était préjudiciable aux petits artisans et industriels. Maintenant, et suivant le processus appliqué en Russie après février, la manœuvre s'étend à des entreprises plus importantes. C'est ainsi que la maison Panhard veut liquider quelques sept cents ouvriers alors que l'application imminente de la semaine de 40 heures aurait dû la contraindre à l'embauchage ; demain Panhard fermera complètement pendant que Renault licenciera un millier d'ouvriers !

Que fait Léon Blum devant cette menace ?

Il se plaint du sabotage de son expérience mais il ne semble pas comprendre qu'il s'opère suivant cette méthode. Il désigne des arbitres au sein de son équipe ministérielle et ceux-ci prennent bien garde de « mettre les pieds dans les plates-bandes capitalistes ». Ils reconnaissent aux patrons le droit sacro-saint de procéder à l'embauchage et au débauchage suivant les nécessités de leur production. Mais alors plus de garantie possible pour le personnel ? Il faut demander aux patrons pour quelles raisons ils procèdent à un débauchage ? Il faut examiner le livre de commandes pour s'assurer que certaines ne sont pas arrêtées ; il faut contrôler les besoins du marché ; il faut que les comptabilités soient établies, mises en pleine clarté ! Il est inadmissible qu'actuellement le fisc seul risque, de temps en temps, un regard prudent et vraiment peu curieux dans la comptabilité de nos capitalistes, c'est trop facile : La faiblesse est grande devant les puissances d'argent et le fisc se contente trop facilement de vérifier la justesse des additions et non pas la véracité des chiffres qui composent les additions !

Le contrôle ouvrier peut seul apporter aux prolétaires de sérieuses garanties. Dans chaque usine, dans chaque entreprise, des camarades capables doivent être désignés pour l'accomplir. Si l'organisation syndicale ne veut pas l'imposer, elle se fait complice. Les prolétaires doivent se souvenir que ce sont eux qui dirigent le mouvement syndical et non pas la bureaucratie paralysante. Ils désigneront leur comité, avec des responsables toujours révocables et ce comité sera assez puissant pour imposer son contrôle, même si les permanents de la Fédération des Métaux ou d'ailleurs tempêtent, même si Salengro fait intervenir les flics, le dernier mot restera aux prolos. Leur exemple inspirera la boîte voisine et le mouvement syndical devra suivre.

***

Toutes ces questions devraient être posées au congrès de la Fédération des Métaux qui va se réunir incessamment. La Fédération des Métaux groupe maintenant un million de syndiqués, par sa puissance numérique, par le rôle qu'elle joue et est appelé à jouer, son orientation est primordiale pour le mouvement ouvrier français.

Or, nous savons que les sections syndicales ne sont pas réunies pour discuter l'ordre du jour, qu'elles n'ont pas eu à se situer sur une question aussi importante que l'occupation des usines.

Cela veut dire que l'on veut transformer le congrès en un champ de bataille pour les nombreuses places de permanents. Les staliniens entendent faire de la Fédération des Métaux une de leur place forte dans le mouvement syndical. On ressuscitera la lutte des ex-confédérés contre les ex-unitaires pour occuper le tapis ; on partagera les places puis l'accord se fera pour étrangler l'opposition révolutionnaire. Sémat, dans un discours, réclamera la discipline et demandera qu'il n'y ait plus d'occupations d'usines.

Les ouvriers révolutionnaires doivent préparer dès maintenant leur réponse en refusant de se laisser juguler ainsi. Leur réponse c'est la préparation de comités d'usines. Dans ces comités ils devront se mettre rapidement au courant de la gestion, ils devront dès maintenant contrôler la production, la livraison des commandes.

C'est en s'organisant sur la base de l'entreprise qu'ils échapperont d'une part à la paralysie de l'appareil syndical et d'autre part qu'ils prépareront l'instauration de leur gouvernement des ouvriers.

Für was kæmpt die Parti Communiste Internationaliste

Das Endziel für das wir kämpfen ist die Vernichtung der kapitalistischen Weltwirtschaft.

Der einzige Ausweg für die Menschheit ist die Vernichtung des kapitalistischen Systems, und die Ersetzung derselben durch das Weltsystem des Kommunismus, denn nur dieses System vermag die fundamentalen Widersprüche des kapitalistischen Systems aufzuheben und die Menschheit vor Entartung und Untergang zu beschützen.

Durch unseren gemeinsamen Kampf und Sieg beseitigen wir die Spaltung der Gesellschaft in Klassen, das heisst Aufhebung aller Arten und Formen der Unterdrückung und Ausbeutung von Menschen durch Menschen.

An die Stelle der kampfenden Klassen treten die Glieder des einheitlichen Weltassoziation der Arbeit, und zum erstenmal in der Geschichte nimmt die Menschheit ihr Schickal in die eigene Hände.

Durch die Aufhebung des Privateigentums an den Produktionmitteln und Verwandlung desselben in offentliches Eigentum, tritt an die Stelle des planlosen Waltens der Konkurenz auf dem Weltmarkt eine planmässige Regelung ein, entsprechend den rasch wachsenden Bedürfnissen der Gesamtheit.

Durch die Vernichtung der Anarchie der Produktion und der Konkurenz verschwinden auch die Krisen und die Kriege. An die Stelle der Vergeudung von Produktivkräften und der krampfhaften Entwicklung der Gesellschaft, tritt die geordnete Verfügung über aller materiellen Reichtümer und eine reibungslose Entwicklung der Weltwirtschaft durch die unbegrenzte harmonische rasche Entfaltung der Produktivkräfte.

Die Arbeit hört auf ein Schaffen zu sein für den Klassenfeind, heute ein bloses Mittel zum Leben, wird sie ein Lebensbedürfnis. Die Armut, die wirtschaftliche Ungleichheit der Menschen, das Elend der geknechteten Klassen verschwindet, und damit der Gegensatz zwischen Kopf- und Handarbeit, es verschwindet alle Spuren der sozialen Ungleichheit der Geschlechter. Aber auch die Organe der Klassenherrschaft verschwinden ; vor allem die Staatsgewalt, als Verkörperung der Klassenherrschaft stirbt sie in dem Masse ab, wie die Klassen verschwinden, damit stirbt allmählich jegliche Zwangsform ab.

Die Kultur wird zum Gemeingut aller, an Stelle der Klassenideologien der Vergangenheit tritt die wissenschaftliche-materialistische Weltbetrachtung. Damit wird jede Herrschaft von Menschen über Menschen unmöglich, und es eröffnen sich ungeahnte Möglichkeiten der sozialen Auslese, und der harmonischen Entwicklung aller Fähigkeiten, die in der Menschheit schlummern.

Wir kennen kein Privateigentum, kein eigennütziges Streben nach Profit, wir kennen weder die künstliche genährte Unwissenheit noch die Armut der Massen, die in der kapitalistischen Gesellschaft den technischen Fortschritt hemmt.

Die Ausnützung der Naturkräfte und der natürlichen Produktionbedingungen der einzelner Weltteile ; die Beseitigung des Gegensatzes von Stadt und Land, die Folge des steten Zurückbleiben der Landwirtschaft und ihres technischen Tiefstandes ; die planmässige Organisierung der wissenschaftlichen Arbeit ; die Einführung vervollkommender Methoden statistischer Erfassung und planmässiger Regelung der Wirtschaft ; schliesslich das rasche Anwachsen der gesellschaftlichen Bedürfnisse, des stärksten Antriebs des gesamten Systems, all das sichert der gesellschaftlichen Arbeit ein Hochmass an Produktivität, und setzt unermessliche menschliche Energien für eine machtvolle Entfaltung von Kunst und Wissenschaft frei.

(Fortsetzung folgt)

Nicolas Becker.

Le gérant : G. VAN HEIJENOORT

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)

BATAILLES OUVRIÈRES

(Suite de la première page)

Et à quoi s'engage la Direction ?

« ... à suspendre les licenciements et à ne procéder à aucun réembauchage pendant la période envisagée (72 heures, note de la rédaction).

« Elle s'engage à reprendre par priorité au fur et à mesure des besoins du travail le personnel que la situation l'aurait mise dans l'obligation de licencier. »

Donc, le sens du rapport Guinand est indiqué : il y aura des licenciements... au bout de soixante-douze heures.

Les syndicats doivent prolonger dans l'entreprise la collaboration de classes du Front populaire, la préparation à l'union sacrée. C'est pourquoi ils freinent et torpillent toute lutte, tout ce qui aviverait les conflits de classe. Ils assurent le sabotage des avantages acquis, ils favorisent la pénétration de la démagogie fasciste car on ne peut impunément à la fois emballer et retenir les masses. Ils parlent de « provocateurs », alors, qu'en réalité, ils créent le meilleur terrain pour la provocation patronale.

Que faire ? Comme en juin, les ouvriers doivent s'en remettre à eux-mêmes, avoir confiance dans leur propre expérience plus que dans les paroles des dirigeants du Front populaire. Dans chaque lutte, créer des conseils d'entreprises, élire des délégués toujours révocables, décider des formes de lutte, surtout ne pas abandonner l'occupation des entreprises; ne pas limiter la lutte sur le terrain choisi par les capitalistes, l'élargir, l'étendre, la coordonner, l'unifier par des congrès des conseils d'entreprises.

A la politique d'union sacrée dans l'usine, opposer la politique classe contre classe.

P. T. T.

LES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Le ministre de la Guerre, le radical Daladier, a exigé que tous les agents non mobilisables des P.T.T. sachent la manipulation des divers appareils du télégraphe — c'est-à-dire les appareils Morse, Sounder (lecture au son) Baudot, Hugues et téléimprimeur.

A ce sujet, le directeur du personnel, M. Pignochet n'a rien trouvé de mieux que de faire faire l'apprentissage de ces appareils en dehors des heures de service (soit 4 heures par semaine).

Ces faits indiquent au personnel des P.T.T. qu'il doit, non pas pratiquer une politique réformiste de compromis avec l'administration, comme la C.G.T. tente d'engager les travailleurs, mais qu'il faut mener la lutte de classe la plus acharnée contre les cadres administratifs, tous ces directeurs, chefs de bureau, gens grassement payés pour brimer les travailleurs.

Camarades, refusez de faire des heures supplémentaires pour préparer la prochaine dernière guerre.

CHEMINOTS

Le coup des entreprises privées

Les compagnies de chemins de fer, pour saboter le statut et échapper au contrôle, avaient pris l'habitude de concéder certains services à des entreprises privées. Celles-ci payaient les prolos employés le moins cher possible, ignoraient tout des réglements sociaux et des lois en vigueur. Travailleurs étrangers et indigènes employés par ces forbans étaient vraiment exploités d'une façon scandaleuse.

Dè le mois de juin, la grève éclata dans presque tous les chantiers des entreprises concessionnaires pour obtenir des relèvements de salaires et des traitements plus humains. Les cheminots affirmèrent leur solidarité en refusant d'exécuter le travail, quelqu'il soit, confié aux entreprises privées.

Mais l'appareil bureaucratique se rendit vite compte qu'il était nécessaire de juguler les ouvriers de ces entreprise car, par leur action, ils risquaient d'emmener dans leur sillage les cheminots mécontents que le sommet avait un mal de chien à immobiliser au nom de la « discipline ». Tous ces turbulents furent syndiqués à la Fédération des Cheminots, incorporés dans des syndicats où ils furent noyés, dilués...

Puis la Fédération s'entremit pour traiter avec eux. Elle parle aux entrepreneurs en leur nom. Ces braves prolos n'en sont pas plus contents que cela car ils estiment bien souvent que l'on se moque d'eux, qu'ils ont perdu toute autonomie et toute liberté d'action. Aussitôt qu'ils bougent un peu pour s'insurger contre une manœuvre patronale, l'appareil syndical agit, les menace des pires catastrophes s'ils ne restent pas au travail car ils n'ont pas le droit de se mettre en grève ! paraît-il.

Le Lampiste.

Les fascistes corrigés pendant la grève de l'alimentation lyonnaise

Le contrat collectif découlant des grèves de juin avait amélioré le sort des prolétaires de l'Alimentation. Mais la hausse du coût de la vie oblige le syndicat à déposer un additif au contrat. Celui-ci porte sur une augmentation de 34 francs par semaine pour les hommes et 22 francs pour les femmes.

Non seulement la commission de conciliation, à la Préfecture, ne donne rien, mais les représentants du patronat annoncent le renvoi d'un délégué, le camarade Laurent du Casino.

Les ouvriers, devant ce coup de force, déclarent la grève et occupent les entrepôts, ceci se passa le 30 octobre.

Naturellement les aigrefins de l'Alimentation somment la justice de faire évacuer les lieux occupés. Les piquets de grève sont interdits.

A l'assemblée générale du 4 novembre, les grévistes décident de poursuivre la grève non seulement pour l'augmentation des salaires, mais pour la réintégration du délégué Laurent. A l'arbitrage l'accord se réalise sur les augmentations suivantes : 20 francs par semaine pour les hommes et 12 fr. pour les femmes.

« En aucun cas, le délégué Laurent ne sera réintégré », ont déclaré les représentants du patronat.

Or, les grévistes ont évacué les lieux de travail, les croix de feu qui boulonnent démoralisent certains prolos. Devant cette situation notre camarade Laurent, délégué, ne voulant pas être un obstacle au réglement du conflit, démissionne. L'accord étant conclu dans la nuit du mercredi 4 novembre, les ouvriers doivent reprendre le travail le lendemain jeudi à 14 heures.

Tout semblait se passer dans le calme, les gars venus pour reprendre le travail discutaient paisiblement devant leur boîte. Cependant, au Casino, rue des Docks, arrive une bagnole, à l'intérieur se trouve Domon, chef du personnel et deux autres personnes, huiles de la boîte, tous fascistes. Ils provoquent les ouvriers d'une façon telle que des gars qui passaient, indignés de cette attitude, demandent quelques explications. La liaison s'établit. Le soir plusieurs centaines de prolos sont là.

Les fascistes qui espéraient pouvoir renouveler leurs provocations en sont pour leurs frais. Une correction bien méritée leur est administrée. Le chef du personnel, le cynique Domon, en particulier, s'en souviendra, ainsi que ses proches acolytes.

Mais il faut que les travailleurs comprennent qu'à l'heure actuelle, la lutte pour des augmentations de salaire est insuffisante. La crise actuelle ne peut prendre fin qu'à l'aide d'un changement de régime. C'est pourquoi il faut envisager la lutte pour se libérer des exploiteurs par la prise des usines, d'ou nécessité d'en apprendre la gestion par le contrôle de l'entreprise.

Mais les prolétaires ne garderont les usines qu'en prenant en même temps le pouvoir, parallèlement à la lutte pour des augmentations de salaires, il faut combattre pour l'instauration d'un gouvernement des ouvriers et des paysans.

Chômage

Au Comité d'Argenteuil

Les chômeurs, réunis pour ratifier le bureau du comité, ont voté à main levée; un camarade du P.C.I. a voté contre, non pas en raison de l'affiliation politique des membres de ce bureau, mais, ainsi que l'explique notre camarade, parce que la liste des membres avait été constituée sans réunion préparatoire et sans préciser sur quel programme immédiat on la présentait aux chômeurs.

Nous, nous disons aux chômeurs : les responsables vous conseillent la patience et promettent du travail d'ici quelques mois. Du travail ? Pas pour tous... car le responsable de l'Union des comités l'a fait remarquer, les grands travaux ne donneraient du travail qu'à quelques milliers de travailleurs. Les milliers d'autres vont-ils se nourrir de patience ? Dans quelques mois, vous nous direz ce que vous avez obtenu, camarades chômeurs !

Si l'Union des comités de chômeurs préconisait, lors du prochain congrès national, de faire occuper par les chômeurs toutes les mairies de France, aux mêmes jour et heure, là où il y a des chômeurs, nous serions les premier à applaudir et nous sommes persuadés que la bourgeoisie tremblerait, y compris la bourgeoisie radicale, qui est le pire ennemi des travailleurs.

Bibendum-Herriot et les chômeurs lyonnais

Pas d'argent pour les chômeurs afin de leur procurer un peu de charbon. M. Herriot verse bien, de temps en temps, 500 francs par-ci par-là pour les plus nécessiteux, à condition bien entendu que la caisse des industriels lyonnais lui rembourse, car lui qui voudrait faire tant de bien, qui voudrait soulager tant de détresses, ne peut le faire pour raison matérielle.

Cependant nous lisons dans le *Progrès*, sous le titre « M. Edouard Herriot fidèle à ses souvenir de jeunesse » :

« M. Edouard Herriot vient de verser à la commune de Saint-Pouange (Aube) la somme de 40.000 fr. pour la construction d'un presbytère. Le maire de Lyon rêve, en effet, d'acquérir l'ancien presbytère de cette petite commune où, aux côtés de son grand-oncle maternel, l'abbé Collon, il passa toute son enfance.

L'IMPUISSANCE DU GOUVERNEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE (1)

Que les travailleurs organisent leur défense

La loi du 19 août prétend donner au Gouvernement les moyens de « freiner la vie chère » et d' « empêcher la hausse brusque des prix ».

Si les mots ont une signification, on ne saurait avouer plus ouvertement que le décalage entre les salaires et le coût de la vie ira en s'accentuant, et que tous les efforts tendent à rendre moins brutal ce décalage, afin d'empêcher de trop vives explosions de mécontentement.

La politique économique n'est pas d'aligner le coût de la vie et le pouvoir d'achat des masses ouvrières et paysannes, mais de resserrer progressivement les ceintures devant les buffets vides.

A cet effet, la loi a prévu un Comité national et des Comités départementaux de surveillance des prix. Le Comité national est composé de vingt membres choisis en nombre égal parmi les représentants de l'administration, ceux des intermédiaires, des producteurs et des consommateurs. Il a un rôle d'information : Etudier les prix *normaux* de vente par les industriels et les prix *normaux* de la vente en gros des objets, denrées et marchandises de première nécessité, afin que cette documentation puisse être transmise aux Comités départementaux, telles sont ses attributions.

Le baromètre est *aussi* un appareil enregistreur, et s'il conseille en hiver de se revêtir d'un chaud pardessus, il n'a jamais donné les moyens d'acquérir ce pardessus.

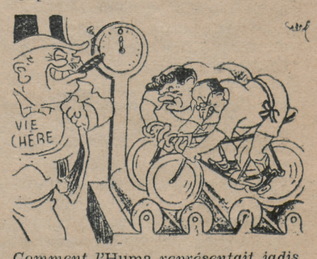
***

Les Comités départementaux ont un rôle d'information et de surveillance.

Organismes d'information, et sur la base des renseignements précités, ils étudieront le *rapport normal* qui devrait exister entre les prix d'achat aux grossistes et semi-grossistes et les prix de vente au détail.

Organismes de surveillance, et en cas de hausse non justifiée (?), ils feront comparaître devant eux, par les soins du préfet, le commerçant insoumis. Ils pourront même lui adresser un avertissement dont la copie sera communiquée au procureur de la République. Il suffit de comparer la lenteur de cette procédure et la faiblesse des moyens d'action du Comité dans l'ensemble d'un département pour comprendre que, par avance, il est fait confiance à tous les commerçants, mais aussi à tous les mercantis du terroir ! Je connais, pour ma part, certaines communes où les circulaires du fameux Comité n'ont jamais été affichées, car M. le maire compte des électeurs influents parmi le commerce local !

Quant aux sanctions, c'est le sabre du garde-champêtre ou l'épée de l'académicien, elles resteront au fourreau ! 6 à 30 jours de prison ; 100 à 5.000 francs d'amende... Seraient-elles parfois appliquées que pendant de longues semaines, le mercanti insoumis aurait fait sa loi aux pauvres gens dont la bourse est plate.



Comment l'Huma représentait jadis les commissions contre la vie chère.

Savoir que tel mercanti va verser au fisc cinq mille francs sur les profits que la hausse non justifiée lui aura permis d'empocher, c'est une satisfaction platonique. Il faut aux travailleurs de la ville et des villages quelque chose de plus substantiel : le moyen de s'abriter, de se chauffer, de se vêtir et de se nourrir normalement.

C'est pourquoi la question de s'organiser localement dans chaque village, dans chaque groupe de maisons, sur chaque marché, en vue de leur défense immédiate contre la vie plus chère, doit immédiatement préoccuper tous les consommateurs. Les Comités locaux de lutte contre la vie chère sont à l'ordre du jour.

(1) Voir *La Commune*, numéros des 16 et 23 octobre.

POLITIQUE PAYSANNE

Syndicats agricoles et conseils paysans

Le Conseil Paysan Français, devenu par la suite Confédération Générale des Paysans Travailleurs, fut constitué en 1926 sous l'égide du Parti communiste

Alors que les syndicats d'ouvriers agricoles étaient dans le marasme le plus absolu, la création d'un syndicalisme composé de propriétaires ruraux *constituait déjà une manifestation opportuniste de première grandeur.*

L'Internationale Paysanne elle-même n'était qu'une sentine opportuniste où le Komintern reléguait ses agitateurs dévalorisés. On imagine facilement ce que fut sa filiale française

Après s'être débarrassés des éléments « gauchistes » qui les gênaient, les dirigeants petits-bourgeois de la C.G.P.T. ont piétiné la semence révolutionnaire éparse dans leur Confédération

La C.G.P.T., groupement de syndicats de cultivateurs coulés dans le même moule que les syndicats agricoles bourgeois de la rue d'Athènes, et avec moins de démocratie intérieure que ces derniers, est devenue dans les villages la meilleure des agences de propagande stalinienne : Union sacrée, bout de chemin avec Dorgères, Front des Français, patriotisme à 100 % ! C'est pour mieux accréditer cette sale besogne que les mots d'ordre d'organisation et d'action révolutionnaire propres à grouper les paysans pauvres, les métayers et les petits fermiers sont écartés et remplacés par les revendications que contresignent les amis politiques de M. Dorgères.

Cet été, l'équipe Renaud Jean, Vazeilles, Waldeck-Rochet s'est livrée à un « sabotage perlé » des Etats-Généraux de la Paysannerie.

Demain, elle convoquera à Montluçon un congrès national sans aucune discussion à la base et effectuera sa fusion avec d'autres groupements. Le 10 janvier prochain, une Confédération Générale Paysanne sera constituée et C.G.P.T. aura vécu.

La Voix Paysanne, *qui depuis plusieurs semaines ne se présente plus comme organe de la C.G.P.T., mais comme « hebdomadaire de défense paysanne »* (sic) *échappera ainsi à l'unification des organes syndicaux et devant la C.G.P. unique aura un rôle analogue à celui de la* Vie Ouvrière *dans le mouvement ouvrier et devant la C.G.T. unifiée.*

Mais si la C.G.P.T. a été organiquement incapable de développer en France un courant révolutionnaire parmi la paysannerie exploitée, que fera la future Confédération Générale Paysanne, élargie aux éléments bourgeois des villages ?...

C'est pourquoi il faut que les paysans révolutionnaires se comptent un par un et se regroupent.

Et qu'en marge des syndicats agricoles de Renaud Jean-Vazeille-Calvayrac, en marge de ces organisations professionnelles où ils vendront leur blé — ceux qui en ont ! — et achèteront leurs engrais, naisse et grandisse un mouvement paysan révolutionnaire.

L'heure est aux Conseils paysans !

Ouvriers agricoles de Seine-et-Oise

Depuis juin 1936, notre syndicat régional est constitué et dispose d'un délégué permanent, mais nos sections syndicales de village n'ont aucune vie: *Il existe une organisation officielle, mais il n'y a pas encore de mouvement réel.*

Le repos hebdomadaire est décidé et, pourtant, certains doivent encore travailler le dimanche matin et soigner les bêtes dès cinq heures du soir.

Et où sont les avantages réellement obtenus ? Pour l'ouvrier agricole *au mois*, le salaire net, en plus de la nourriture, variait entre 300 et 400 francs par mois.

Aujourd'hui, les patrons disent : vous ne ferez que huit heures, vous ne travaillerez pas le dimanche, mais vous serez payés *à l'heure*, selon votre travail effectif, et quand le mauvais temps rendra le travail impossible, vous vous débrouillerez !...

Résultat : nous gagnons maintenant à grand 'peine de 300 à 350 francs par mois, souvent moins. Ainsi, dans le meilleur des cas, le salaire n'est pas augmenté et, très souvent, il est en réalité diminué.

Ce qui prouve qu'il ne suffit pas d'avoir une organisation syndicale. Je pense que la méthode que vous préconisez : des comités d'ouvriers et de paysans pauvres dans chaque village, sans nuire à l'organisation syndicale, *permettrait aux exploités de la terre de se sentir les coudes et de défendre utilement leurs intérêts.*

V.N., à Garancières (S.-et-O.).

LES JEUNES

VIVENT LES PIONNIERS ROUGES !

(Suite de la première page)

— Sur les menaces de dénonciation, par voie du « Populaire », du nouveau B. C. et de son secrétaire au cas où ceux-ci passeraient outre les décisions du ministre socialiste démissionnaire du C.E. des A.E.O.

Le rapport moral couvre l'attitude réactionnaire et anti-ouvrière du ministre socialiste pour mieux frapper les jeunes révolutionnaires des A. E. O.

2. — Le rapport moral, sous de mauvais prétextes, cache mal le désir que l'on a de faire des A.E.O. une annexe exclusive de la S.F.J.O. Il s'oppose même à la C.G.T. unifiée d'une part pour échapper à l'influence du P.C. qui s'y manifeste et, d'autre part, surtout pour pouvoir chasser tous les jeunes révolutionnaires qui, n'étant pas mmbres de la S.F. I.O., auraient fait valoir leur qualité de syndiqué.

Au lieu de développer l'indépendance du mouvement, on veut le placer sous la tutelle de la S.F.I.O. ; on veut étouffer par avance toute opposition politique ou pédagogique par la création d'un appareil de répression, qui constitue les propositions les plus positives du Rapport Moral.

a) **La Commission technique.** — Composée de « membres éminents » du Parti Socialiste qui repoussera toutes les initiatives éducatives de la base des A.E.O., soumises à son approbation, lorsqu'elles seront en contradiction avec la politique gouvernementale.

b) **La Commission des Conflits.** — Présidée par un membre de celle du Parti socialiste qui excluera tout oppositionnel hostile à la politique chauvine du P. S. ou irrespectueux des décisions de la Commission technique.

c) **L'obligation d'être membre de la S.F.I.O.** — Qui exige des aides de conformer leur enseignement et leur attitude pédagogique aux décisions des congrès du Parti socialiste et d'élever les enfants ouvriers comme futurs militants de ce Parti, à l'exclusion de toute autre organisation ouvrière.

De telles dispositions constituent la violation la plus ouverte de l'indépendance éducative des A.E.O. et de la démocratie ouvrière du mouvement.

3. — Cette tentative d'annexion des A.E.O. à la S.F.I.O. s'accompagne d'un courant « révisionniste ». On tente d'opposer à notre conception marxiste de l'éducation qui place à la base de celle-ci la lutte née des conditions et des rapports de classe, l'idée bourgeoise et réactionnaire : « Education d'abord », qui veut situer l'éducation socialiste de l'enfance prolétarienne au-dessus de tout antagonisme de classe en atténuant la lutte de classe et en conciliant en fin de compte ces antagonismes.

Il est clair que le plus cher désir du rapport moral est de faire de la jeune génération ouvrière un élément discipliné et sans résistance à la politique de collaboration de classe et de défense nationale du gouvernement à direction socialiste.

Les attaques germanophobes et social-patriotes de Verneuil-l'Etang en 1935, n'étaient que la préparation de la situation qui nous est faite aujourd'hui. Le Bureau Central a été changé, mais la lutte se poursuit. La première bataille contre l'Internationalisme prolétarien de notre mouvement a été menée, maintenant c'est la lutte décisive qui doit faire des Faucons Rouges les Faucons Tricolores du Front populaire.

Avec, comme critérium pédagogique les décisions des Congrès S. F. I. O., les aides enseigneront aux Faucons Tricolores que les prolétaires ont une patrie et la nécessité pour eux de la défendre selon les déclarations du Président du Conseil. Ils défileront, le 11 novembre, avec les enfants des écoles devant la tombe du Soldat Inconnu, au son des hymnes guerriers et de la « Marseillaise », ils collaboreront avec les Scouts aux exercices de défense passive, selon le plan de militarisation de la jeunesse. Ils entraîneront les enfants de la classe ouvrière à la suite du gouvernement et de la S. F.I.O. sur la pente de l'Union Sacrée dans la guerre impérialiste qui vient.

Le vote du rapport moral, c'est la suppression de toute indépendance politique des A.E.O. ; c'est l'exclusion des révolutionnaires qui consomme la trahison.

Rejeter le rapport moral, c'est élargir l'indépendance politique des A.E.O., rester fidèles à la cause de l'enfance prolétarienne et prendre la route de la révolution prolétarienne.

Dans une époque où le mouvement révolutionnaire se trouve fragmenté en une multitude de groupes, partis et organisations brimés par les grands partis, ceci nous impose le devoir de constituer pour l'enfance prolétarienne, un terrain éducatif commun à toutes ces organisations réunies dans un Comité de soutien pour nous aider moralement et matériellement.

Les délégués exclus ont décidé de maintenir l'organisation sous le nom de « Fédération des Pionniers Rouges », dont l'adresse provisoire est 91, rue Rouget-de-l'Isle, Suresnes.

LA VOIX DES CASERNES

(Suite de la première page)

Vous êtes obligés d'écouter, à la messe, le curé qui vous met pieusement en garde contre les inventions antichrétiennes telles que le bolchevisme ou le syndicalisme ouvrier.

Beaucoup d'entre vous n'en ont cure mais se passeraient tout de même bien de ces meetings catholiques et non-contradictoires.

***

A Versailles, plusieurs soldats sont condamnés à plusieurs mois de prison pour avoir manifesté leur opinion en saluant avec le poing.

A Lorient, sept marins sont en prévention de conseil de guerre pour avoir chanté « L'Internationale » et avoir salué Blancho avec le poing levé.

La lutte contre les deux ans, portée dans quantité de programmes électoraux est totalement abandonnée.

Le prêt a été augmenté d'une manière dérisoire.

Aucune des revendications formulées n'a été étudiée.

L'interdiction est faite dans les casernes de lire les journaux ouvriers. Sous le régime du Front populaire — avec un ministre « gros bonnet » dudit Front populaire — il est dangereux de juger l'armée pour ce qu'elle vaut, même timidement. « L'Humanité », malgré tous ses appels à l'obéissance, malgré toutes ses platitudes devant Daladier, n'a pas trouvé grâce à ses yeux. Le « Père Daladier » admettra que « L'Humanité » circule dans les casernes, quand il ne sera plus question du tout des soldats sur ce journal (déclaration au Sénat). Gageons que Thorez lui fera cette concession !

Sous un régime capitaliste, démocratique ou fasciste, les jeunes travailleurs se foutent éperdument de la « France », même si on la baptise : Libre, forte et heureuse.

Les jeunes travailleurs sous l'uniforme n'acceptent pas la perspective de servir d'engrais sur de nouveaux champs de bataille en défendant les intérêts des munitionnaires de tous les pays.

Ils s'apprêtent à lutter sourdement, mais sûrement, contre leurs officiers garde-chiournes, fascistes ou démocrates de tout poil, qui défendent le régime.

Ils restent en liaison avec les militants des organisations révolutionnaires et, s'ils apprennent le maniement des armes, ce n'est que pour abattre l'ennemi de classe dès que le moment en sera venu.

Si même l'armée n'avait pas changé, si elle ne se fascisait pas de jour en jour, sous un ministre de la guerre radical - républicain - pacifiste, aurait-elle perdu depuis peu son rôle de défenseur et soutien du régime capitaliste ? Certes, les jeunes ouvriers, jeunes paysans, jeunes étudiants, connaissent leurs droits, et la lutte quotidienne qu'ils mènent à l'atelier, à la ferme ou au lycée. Les soldats sont pour la plupart antifascistes; nombre d'entre vous sont d'anciens militants d'organisation de jeunesses ouvrières. Mais quelles possibilités ont-ils au sein de l'armée pour participer, avec les camarades civils, à l'émancipation de la classe ouvrière ? La bourgeoisie ne l'ignore pas : les soldats, armés et entraînés pour le combat, dès qu'ils font le travail de militant révolutionnaire parmi leurs camarades, dès qu'ils forment des noyaux révolutionnaires prêts à se défendre et à attaquer le régime, même si ces noyaux n'ont pas d'activité directe au sein du régiment, constituent pour les exploiteurs un danger mortel.

Ce n'est pas par hasard que l'on parle du « virus bolchévik » avec terreur parmi la gent galonnée !

Nos ex-communistes Thorez, Doriot et Cie ont condamné autrefois l'armée bourgeoise; aujourd'hui, ils demandent de la respecter parce qu'il faut défendre la Patrie française. Les Zyromski et les Blum ne font que continuer la politique qu'ils menèrent en 1914 avec des appels au pacifisme !

Camarades, soldats, il faut agir.

Faute de place, nous remettons au prochain numéro la parution d'un article : « *La lutte révolutionnaire à l'Université* ».

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom .....

Adresse complète : .....

Un an : 20 francs (1) — Six mois : 10 francs (1) Abonnement de propagande (3 mois) : 5 francs.

Adresser le montant au compte chèque postal 177-307

G. BRAUSCH — 66, FAUBOURG SAINT-MARTIN — PARIS (Xe)

(1) Biffer les mentions inutiles.